

Publication " Perspectives Tunisiennes " N° 5

---

**Les  
problèmes agraires  
dans  
la Tunisie actuelle**

---

**GROUPE D'ETUDES  
ET D'ACTION SOCIALISTE  
TUNISIEN**

---

---

Publication " Perspectives Tunisiennes " N° 5

---

**Les  
problèmes agraires  
dans  
la Tunisie actuelle**

---

**GROUPE D'ETUDES  
ET D'ACTION SOCIALISTE  
TUNISIEN**

---

## AVANT-PROPOS

Nous nous étions proposés de publier, au début de l'année 1969, une brochure consacrée à l'analyse du problème agraire. Le texte en était prêt, mais des considérations d'ordre matériel et technique en avaient retardé la parution.

Entre-temps, des faits nouveaux sont intervenus : après avoir brusquement accéléré la « réforme de l'agriculture », que les responsables du régime appellent parfois « réforme agraire », le gouvernement a procédé à un coup d'arrêt non moins brutal. Plutôt que de publier un texte qui, sans être dépassé dans son contenu, ne répondrait pas à l'attente légitime d'une analyse des événements les plus récents, nous avons préféré le reprendre et l'actualiser, quitte à en différer quelque peu la publication ; du reste, nous n'avons pas eu à le modifier, mais seulement à le compléter.

Il ne s'agit pas, pour nous, de rapporter les événements et les péripéties qui ont marqué la mise en place des coopératives et le coup d'arrêt qui s'en est suivi, mais d'analyser d'un point de vue marxiste les problèmes agraires qui se posent actuellement en Tunisie. Nous attirons l'attention de nos camarades et lecteurs sur le fait que cette étude s'insère dans une conception plus générale de l'analyse de la situation en Tunisie que nous développerons par ailleurs dans d'autres articles et brochures, et qu'elle se situe à l'opposé de la conception des révisionnistes tunisiens que nous critiquons au passage, mais dont nous réfuterons plus systématiquement les bases dans d'autres publications. On

peut s'étonner de nous voir consacrer tant de temps à critiquer les thèses de ce qui n'est qu'un groupuscule coupé des masses. Nous ne le faisons pas pour le plaisir, ni parce que nous surestimons leur importance, mais parce que nous sommes convaincus que la lutte idéologique est le seul moyen vraiment efficace de forger une analyse sûre, de former des militants valables. Et nous n'ignorons pas cette vérité de l'histoire du mouvement ouvrier : plus la lutte de classes se radicalise, plus importants apparaissent les éléments opportunistes au sein du mouvement, nous en avons eu des exemples pendant les journées de mars 1968 à l'université. Ainsi la lutte idéologique contre la variété de réformisme suraiguë que représentent les révisionnistes tunisiens, si peu nombreux et d'aussi faible influence qu'ils soient, est-elle un moyen de préparer nos camarades et sympathisants à déjouer plus tard les manœuvres des réformistes qui ne manqueront pas de surgir à chaque avance du mouvement.

Le mot d'ordre de « réforme agraire » figure aujourd'hui dans la plupart des pays coloniaux ou semi-coloniaux, au programme de tout mouvement socialiste, voire même « progressiste » petit-bourgeois ou bourgeois. C'est devenu une évidence qui a la forme d'un truisme que de penser que le développement est lié, voire subordonné à la réalisation d'une réforme agraire. Et par réforme agraire on entend généralement la distribution de la terre aux petits paysans et aux paysans sans terre, la répartition devant se faire sur une base à peu près égalitaire, le seul problème donnant lieu à discussions est celui de l'indemnisation ou non des anciens propriétaires, du don gratuit ou du rachat par les nouveaux acquéreurs de la terre ainsi morcelée.

Devant la puissance de cette tendance, il est tentant pour des marxistes, traditionnels partisans de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie, de faire leur ce mot d'ordre sans discussions et de l'insérer en tête de leur programme agraire.

C'est tentant et souvent justifié par la situation. Mais de véritables révolutionnaires se doivent de ne la faire que si, précisément, la situation dans leurs pays le justifie. Car il n'y a pas de mot d'ordre universellement valable ; et tous les pays, même si l'on ne considère que ceux qui sont dominés sous une forme ou sous une autre par l'impérialisme, ne présentent pas les mêmes caractéristiques politiques et sociales. Il convient donc, non pas de lancer le mot d'ordre et de tenter de le justifier à posteriori, mais au contraire, d'analyser la situation et de dégager de cette analyse les mots d'ordre appropriés, sans se laisser démonter si, par exemple, celui de « réforme agraire » ne l'est pas.

En Tunisie, paradoxalement, tout le monde — sauf notre Groupe — parle de réforme agraire : le pouvoir en affirmant que c'est exactement ce qu'il fait ; les bourgeois mécontents, tel Mestiri (1), qui y voient une façon de lutter contre une concentration intense qu'ils ne contrôlent pas et dont ils craignent les effets sociaux ; les révisionnistes enfin qui deman-

(1) In « Perspectives » N° 17, p. 15.

daient « une véritable réforme agraire » pour consolider les résultats acquis et aller plus avant dans la voie du développement « non capitaliste ». On aurait pu croire que ces derniers et les bourgeois mécontents feraient front commun sur la base de leur même mot d'ordre, contre la politique de concentration des terres du pouvoir. Il n'en est rien et les révisionnistes au contraire soutiennent chaleureusement cette politique en exprimant discrètement leur regret que ce ne soit pas la « véritable réforme agraire » qu'ils préconisaient. Tout cela est fait pour compliquer le problème. Et le petit paysan ne saurait plus où donner de la tête s'il devait croire tout ce monde sur ces paroles.

Heureusement il a pour premier critère celui de la signification pratique que revêt pour lui la politique du gouvernement : on peut légitimement penser qu'il ne brûle pas d'enthousiasme pour cette sorte de « réforme agraire », étant donné ceux qui la soutiennent. Il lui est plus difficile de porter un jugement sûr quant aux bourgeois mécontents qui affirment eux aussi vouloir la réforme agraire. Peut-être les considère-t-il avec un certain scepticisme, en pensant à ce qu'ils possèdent, mais la tentation est grande, sans doute, de voir en eux des alliés contre le régime, même s'il ne nourrit pas beaucoup d'illusions sur la sincérité de leur volonté de partage.

Il importe donc au plus haut point que le prolétariat conscient et son avant-garde clarifient la question, analysent la politique du pouvoir et ses conséquences et en déduisent les mots d'ordre adaptés à la phase actuelle de l'évolution des campagnes. C'est ainsi seulement que pourront être définies les tâches actuelles des marxistes-léninistes dans les campagnes et que pourront être jugées de façon sérieuse les diverses classes, fractions de classes ou organisations qui émettent un point de vue ou sont concernées par la question.

Avant de procéder à cette analyse de la situation concrète en Tunisie, il nous faut revenir au principe de la réforme agraire et rappeler comment le problème se pose théoriquement au point de vue du marxisme.

## **POSITION THEORIQUE DU PROBLEME AGRAIRE**

C'est dans le cadre de la révolution démocratique bourgeoise que s'est posé historiquement et continue à se poser le problème agraire.

On sait que pour que puisse se généraliser le mode de production capitaliste, il faut le libérer de toutes les entraves de la société féodale, entraves caractérisées, pour l'agriculture par l'attachement des paysans à la terre sous les diverses formes que cet attachement peut prendre, l'absence ou la faiblesse de leur participation au marché national capitaliste, les techniques arriérées de production agricole ne permettant ni l'achat de moyens de production à l'industrie ni la constitution d'un « surproduit » important (ce que les économistes appellent maintenant « épargne »), et enfin le morcellement de la vie économique en autant d'unités ou d'ensembles qu'il y a de centres de production, de type féodal : terres seigneuriales et villages correspondants ou leur équivalent. Nous ne parlons pas ici évidemment de tous les autres aspects juridiques, politiques ou militaires.

La révolution bourgeoise est donc dans le domaine agraire une agression violente contre les structures féodales, elle a pour but principal : la séparation du paysan de sa terre, c'est-à-dire la création du travailleur « libre », celui qui est prêt à vendre sa force de travail, et la généralisation du marché capitaliste.

Ce qui intéresse la révolution bourgeoise au premier chef, ce n'est donc pas, comme on le croit souvent, d'attribuer un lot de terre à chaque paysan pour lui permettre d'avoir plus de revenus, mais au contraire de séparer le producteur de son travail, de l'exproprier pour en faire un travailleur « libre ». Et naturellement, ce travailleur s'emploiera également dans l'agriculture. Il est donc nécessaire qu'existe une agriculture capitaliste, employant des salariés et travaillant pour le marché. Pratiquement, le fait même pour une économie agricole de travailler pour le marché capitaliste entraîne tout naturellement en son sein les phénomènes caractéristiques du capitalisme : avant tout, l'utilisation du travail salarié, mais aussi la polarisation des exploitations avec la concentration qui caractérise l'enrichissement des gros exploitants capitalistes (aussi bien propriétaires que fermiers) et l'appauvrissement et la prolétarianisation de la masse des petits producteurs, tandis que la petite-bourgeoisie rurale voit se dérouler en son sein même cette attraction vers les deux pôles.

Avec la suppression des rapports de production féodaux, la bourgeoisie trouve un certain nombre de conditions favorables — et indispensables — au capitalisme : avant tout, la

prolétarisation, c'est-à-dire l'expropriation des petits producteurs, qui fournit la classe ouvrière aussi bien rurale qu'urbaine et ensuite le développement du marché capitaliste à la campagne :

- marché des moyens de production, surtout avec l'introduction du modernisme (machines, engrais...) et la disparition naturelle de l'artisanat utilitaire du village (forgeon, charron, etc.) ;
- marché des biens de consommation également, même si le revenu des prolétaires et semi-prolétaires ruraux est très bas, il passe intégralement dans le marché, alors que l'agriculture précapitaliste ou féodale n'y laissait qu'une très faible partie de ses revenus ;
- marché des produits agricoles enfin, qui devient national et permet l'implantation de tout un réseau de commerçants, spéculateurs, transporteurs, etc., qui resserrent davantage les liens de la campagne et de la ville, et font passer de celle-là à celle-ci une part importante de son surproduit.

Le marché capitaliste avec ses différents réseaux et les systèmes de crédit de toute sorte qu'il engendre (banques, notaires, assurances...), avec le développement de la semi-urbanisation des villages qu'il entraîne, accélère à son tour le développement capitaliste de l'agriculture, la prolétarisation des petits producteurs et accroît toujours le transfert des hommes et des revenus vers la ville et l'industrie.

Nous n'avons envisagé jusqu'ici, rapidement et schématiquement, que la portée des réformes agraires au point de vue du développement du capitalisme. Nous n'avons pas encore parlé de la forme que cette transformation des structures revêt, c'est-à-dire de la manière dont se réalise ces réformes agraires.

On rencontre historiquement deux types fondamentaux de transformations capitalistes des structures agraires : la reconversion de grands domaines féodaux en exploitations capitalistes de grandes dimensions ou la distribution — ou le partage — des propriétés aux familles de paysans pauvres et moyens, en même temps que la suppression de la propriété féodale (seigneuriale ou religieuse). Dans la pratique, les révolutions bourgeoises présentent un mélange de ces deux types, dont l'un domine plus ou moins largement l'autre suivant les conditions politiques de la révolution.

Si en France c'est l'aspect distribution ou partage qui a d'abord dominé, en Angleterre ou en Prusse c'est au con-



traire la reconversion des féodaux en gros exploitants capitalistes qui a été à la base de la pénétration du capitalisme dans les campagnes.

Du point de vue du capitalisme, il est difficile de dire quel type est le plus adapté : en effet, celui de la transformation capitaliste des grands domaines, sans morcellement, paraît le plus « normal », parce que la propriété y est concentrée dès le départ. Il n'en présente pas moins de grosses difficultés économiques (sans parler des problèmes politiques et sociaux) dues à la quantité énorme de capital qu'il faut y injecter pour assurer cette transformation totale.

Le problème des investissements n'est pas étranger à la persistance du mode encore féodal d'exploitation des latifundia d'Amérique latine et explique que seules d'énormes sociétés, comme la United Fruit, puissent moderniser de grands domaines : le progrès du capitalisme exige là un morcellement qui réduise les surfaces possédées aux possibilités de les équiper et de les exploiter de façon capitaliste, cela explique le soutien d'une partie de la bourgeoisie latino-américaine au mot d'ordre de réforme agraire. Mais si la réforme agraire permet au bout d'un certain temps, après que les petits paysans aient investi leur travail dans l'amélioration du mode de production, que se soit produite la différenciation parmi eux et que recommence, mais sur une base capitaliste, une concentration de la propriété, d'arriver aux conditions optimales du développement capitaliste, elle y constitue une certaine entrave dans ses débuts : les nouveaux petits propriétaires se soucient d'abord d'augmenter leur propre consommation, investissent surtout leur propre travail et ne recourent que partiellement au marché, dans les conditions qui leur sont les plus favorables.

Finalement ce sont les rapports de force entre les classes au moment de la révolution démocratique bourgeoise qui déterminent l'attitude de la bourgeoisie aussi bien que la forme des transformations agraires.

Quelle doit être la position du prolétariat conscient par rapport à ce problème qui, il ne faut pas l'oublier, est une partie de la révolution démocratique bourgeoise ? Le prolétariat est bien entendu favorable à cette révolution, parce qu'elle rapproche la révolution socialiste, en jette les bases. Il se réjouit de la généralisation du capitalisme à la campagne pour cette raison même, et il combat toutes les manifestations et signes de la féodalité.

Dans la période où le problème se pose, c'est-à-dire celle

où il faut généraliser ces rapports capitalistes, il est avec la petite paysannerie pauvre, non seulement parce que c'est la classe la plus nombreuse de la société et que la révolution anti-féodale n'est pratiquement pas possible sans elle, mais surtout parce qu'elle est intéressée directement à la destruction de la féodalité et qu'elle est la plus radicale dans cette lutte — en dehors du prolétariat naturellement.

La bourgeoisie, elle, est beaucoup plus hésitante, partagée entre les impératifs du développement capitaliste et la crainte du mouvement des masses, et éprouve une grande répugnance à porter atteinte au droit de propriété, répugnance qui se transforme en hostilité lorsqu'il existe un prolétariat relativement fort. Cette attitude irrésolue de la bourgeoisie se traduit par le sabotage et la limitation des réformes agraires qui sont imposées par la lutte des paysans, comme cela a été le cas au Mexique (2). Au point de vue de la tendance de la révolution agraire, il dit : « C'est la petite paysannerie qui est en lutte, elle lutte pour le passage de la terre en ses mains. La petite culture (bourgeoise) qui lutte contre la grosse possession foncière. » D'où cette conclusion : « Point de vue du fonctionnaire policier ou du libéral russe : comment assurer un lot au moujik ? Point de vue de l'ouvrier terrien féodal ? Comment libérer le moujik de la grosse propriété terrienne féodale ? Comment briser les latifundia féodales ? » On voit que le problème ne saurait se poser en termes de « justice » ou de « minimum vital », mais en celui de la lutte des classes. C'est ce que dit encore Lénine après avoir écrit : « On parle surtout de la quantité de terre nécessaire aux paysans d'après telle ou telle norme, au lieu de parler d'une chose beaucoup plus concrète et plus vivante : combien y a-t-il de terres pouvant être expropriées. » Enfin, après avoir rappelé que, selon Marx, la nationalisation de la terre est un mot d'ordre bourgeois radical, et non socialiste, et que les paysans pauvres étaient hostiles au partage monopolisation des terres qui favoriseraient des paysans moyens, il ajoute : « Chez nous, en Russie, il existe un "bourgeois radical" qui ne s'est pas encore "territorialisé", qui ne peut redouter à l'heure actuelle une "agression" prolétarienne (contre le système de propriété). Ce bourgeois radical, c'est le paysan russe. »

(2) In « Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe », Edition du Progrès, Moscou 1967.

Voilà donc sur quelle base le prolétariat conscient appuie et soutient la petite paysannerie russe dans la révolution **bourgeoise**.

Mais si la révolution bourgeoise est réalisée, si le capitalisme se généralise, si la petite paysannerie n'est plus le « bourgeois radical » qui ne craint pas « l'agression prolétarienne » et peut faire la révolution, que doit faire le prolétariat ?

« Le haut développement du capitalisme, nous dit encore Lénine, a déjà mis partout à l'ordre du jour (et le fera inévitablement, en son temps, dans les pays nouveaux) la "socialisation de la production agricole", c'est-à-dire la révolution socialiste. La mesure du progrès bourgeois en tant que mesure bourgeoise est incontestable, si la lutte de classes s'aggrave fortement entre le prolétariat et la bourgeoisie. »

Dans ce cas, donc, le mot d'ordre de réforme agraire, de limitation de la grosse propriété (capitaliste) n'est plus de mise : le problème qui se pose est celui de la révolution socialiste, de la « socialisation de la production agricole ».

### **LES RAPPORTS AGRAIRES EN TUNISIE AU MOMENT DE L'INDEPENDANCE**

La caractéristique de la situation des campagnes tunisiennes en 1956 était le contraste entre, d'une part, une agriculture capitaliste moderne, concentrée sur les meilleures terres et composées surtout de grandes exploitations, et, d'autre part, une agriculture comportant surtout de très petites exploitations morcelées, le secteur « archaïque » ou « traditionnel », peu lié au marché capitaliste, où subsistaient également des séquelles du système féodal (terres habous, khemessat...)

L'agriculture moderne était, comme on le sait, entre les mains des colons qui exploitaient près de 850 000 hectares (dont 800 propriétaires possédaient plus de 600 000 hectares, soit le dixième de toutes les terres agricoles du pays), et de propriétaires capitalistes tunisiens un peu arriérés par rapport aux colons (il se maintenait souvent chez eux des rapports du type féodal au sein de la production) qui exploitaient à 2 000 familles environ 700 000 hectares. Il n'est pas besoin de revenir sur l'origine de ces terres, généralement spoliées, soit suivant les systèmes traditionnels de prêts hypothécaires aux petits paysans, soit

tout simplement avec l'aide de l'Etat. Ce qui est important, c'est que cette agriculture capitaliste moderne avait été un puissant facteur d'expropriation des petits producteurs et de prolétarianisation des masses rurales. Mais elle n'englobait qu'une partie de l'économie agricole, le reste n'ayant que des rapports accidentels et peu suivis avec le marché, tels les nomades du centre et du sud qui s'engageaient pour les moissons dans le nord, tout en faisant pâturer leurs troupeaux dans les chaumes avant que la mécanisation de la moisson et la modification de l'assolement ne fassent obstacle à ces déplacements, sources de revenus monétaires chez les nomades.

En face du secteur capitaliste, une énorme masse de plus de 500 000 familles de petits producteurs survivait dans des conditions très difficiles sur près de 2 500 000 hectares de terres cultivables de qualité bien inférieure, dont certaines — bien habous — étaient galées et dont la plupart avaient un statut juridique compliqué (indivision, terres collectives...) qui aggravait encore les difficultés de ces petits producteurs.

L'essentiel de la production de ce secteur était « auto-consommée », consommée à l'intérieur du secteur, une part infime servant à des échanges sur les marchés locaux, de façon pratiquement extérieure au marché capitaliste colonial.

La paysannerie moyenne, très peu importante, était constituée surtout de métayers ou de locataires à divers titres, venant sur les terres des familles féodales et commençant, contrairement à la masse des petits producteurs, à vendre sur le marché (surtout les maraîchages et produits de l'élevage) et à utiliser des techniques un peu plus modernes de production (un peu d'engrais, petite irrigation quand il existait un puits, utilisation de machines louées, outillages moins rudimentaires...).

La colonisation avait dans une très large mesure aboli les latifundia féodales (qu'elle s'était appropriées et qu'elle avait modernisées) et n'avait laissé subsister des anciens rapports de production que cette agriculture « autarcique ».

La soif de terres de la paysannerie pauvre qui s'explique aisément par ses conditions de vie misérables, fut un important levier de sa mobilisation dans la lutte nationale de libération. Par leur lutte, les paysans réagissaient contre l'usurpation et la spoliation violente de leurs terres par les colons, contre leur appauvrissement et leur prolétarianisation.

Sans nier l'importance de la paysannerie dans le mouvement de lutte nationale dont elle a rendu la victoire possible — à ce titre, parce que la libération nationale est un progrès énorme dans le sens de la révolution démocratique bourgeoise, elle a joué un rôle éminemment progressif — il faut noter que les motifs de cette mobilisation étaient réactionnaires : exactement comme l'avait dit le Manifeste du Parti Communiste à propos de la petite bourgeoisie, la paysannerie pauvre a lutté contre le capitalisme, représenté par l'exploitation coloniale, pour essayer de « faire tourner à l'envers la roue de l'histoire ».

Dans ce sens, Lénine rappelait en 1909 (3) : « En Allemagne, l'appui de l'ouvrier au... paysan désireux d'obtenir pour lui (c'est-à-dire pour le paysan) des terres du grand propriétaire foncier, du hobereau, est réactionnaire. » En effet, le partage des terres coloniales aurait constitué un recul non seulement sur le plan du niveau des forces productives, mais aussi et surtout sur celui de l'étendue du marché : on a trop développé cette idée qu'en cas de réforme agraire, la consommation vivrière de la paysannerie augmente énormément d'un seul coup et ses rapports avec le marché national restent très limités pour qu'il soit besoin d'insister davantage.

Pour autant que le prolétariat participait de manière indépendante à la lutte nationale, il ne devait donc pas soutenir le mot d'ordre de réforme agraire. Sa politique devait être de s'appuyer essentiellement sur les ouvriers agricoles et le semi-prolétariat rural. Dans le contexte de la lutte pour l'indépendance, et sans cacher ses objectifs à plus long terme à la campagne, à savoir la nationalisation et la collectivisation des grosses propriétés aussi bien de colons que de Tunisiens, il devait mettre l'accent sur la récupération des terres coloniales et de celles des collaborateurs tunisiens ainsi que sur la lutte contre toutes les formes de vestiges féodaux qui accablaient les paysans pauvres : les prêts usuraires des commerçants et des propriétaires fonciers, les systèmes de khamesat et les taux très élevés des loyers, la lutte contre les notables et accapareurs qui profitaient sans vergogne du statut juridique de certaines terres (collectives, babous) pour les exploiter à leur seul profit.

En cas de victoire du mouvement sous sa direction, la

---

(3) Lettre à Skortaov-Stepanov dans « Alliance de la masse ouvrière et de la paysannerie », Ed. de Moscou 1957, p. 403.

classe ouvrière aurait eu, à côté d'une nationalisation et d'une exploitation collective immédiate des grands domaines coloniaux (ce qui s'est fait spontanément — autogestion — au moment de l'indépendance en Algérie) à éliminer tous les vestiges de l'exploitation précapitaliste des petits paysans, à procéder à une limitation de la propriété privée, les terres récupérées ainsi passant également au domaine collectif, instituer des systèmes de crédits et d'encouragement du petit paysan en essayant de l'amener à entrer dans des exploitations collectives (à condition que l'Etat soit capable d'assurer l'approvisionnement en matériel de telles exploitations), mobilisation de la petite paysannerie pauvre dans les travaux d'infrastructure et d'hydraulique agricole tendant à augmenter la productivité de toutes les terres.

Les frais de l'ensemble de ces opérations dirigées vers les paysans pauvres afin de les intégrer dans le marché national, auraient été assurés par le secteur collectif moderne. Il en a été autrement du fait de la faiblesse politique du prolétariat et de l'absence d'une organisation révolutionnaire d'avant-garde capable de déterminer une politique juste. C'est à une direction petite-bourgeoise, qui a d'emblée appliqué une politique bourgeoise en matière agraire, qu'est revenu le pouvoir au lendemain de l'indépendance.

Dès lors que la bourgeoisie était au pouvoir, la politique du prolétariat à la campagne se devait d'abord de mobiliser et d'organiser le prolétariat rural contre tous les exploitants capitalistes, de tenter de détacher les paysans pauvres de la bourgeoisie en leur montrant l'inconséquence de cette dernière et le maintien de toute l'oppression antérieure. Mais encore une fois le mot d'ordre de réforme agraire qui avait été le Credo du P.C.T. et qui figurait dans les résolutions des congrès syndicaux (U.G.T.T. en 1956) et étudiants (la plupart des congrès de l'U.G.E.T. jusqu'en 1963), ne pouvait être considéré comme juste, du moins dans le sens qu'il a généralement, de distribution de lots de terre aux paysans démunis.

Loin de répondre aux objectifs de la révolution démocratique bourgeoise — en laquelle consistait pour l'essentiel la lutte nationale — ce mot d'ordre était l'expression de l'aspiration réactionnaire (cf. Manifeste du Parti Communiste) des petits producteurs aux conditions du passé, l'expression de leur colère contre les progrès du capitalisme, non pas au nom d'un progrès supérieur comme le fait le prolétariat, mais en celui du « bon vieux temps ».

## LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT DE L'INDEPENDANCE AU PLAN (1962)

Comme nous l'avons laissé entendre plus haut, au lendemain de l'indépendance, le gouvernement a poursuivi la politique capitaliste entamée sous le colonialisme à la campagne. Se gardant bien d'exproprier les gros propriétaires fonciers et les colons, il a au contraire favorisé le rachat direct par les capitalistes tunisiens d'une partie des terres coloniales et négocié le rachat progressif par l'Etat du reste de ces terres.

Une partie devait en être utilisée pour « récompenser » et attacher au régime quelques chefs de la résistance armée, la plupart de ces terres rachetées ont été louées pendant de longues années, pour des sommes symboliques, à des capitalistes nationaux, alors que certaines permettaient aux dignitaires du régime d'arrondir leur revenu et de disposer de fermes somptueuses à la campagne.

La bourgeoisie a continué l'œuvre de mise en valeur commencée de la basse vallée de la Medjerda, substituant une importante « aide » américaine aux investissements commencés par les Français : cette opération avait pour but, par l'attribution de lots de terre irriguées à des petits paysans, de constituer une base sociale au régime à la campagne une petite bourgeoisie rurale directement intégrée dans les circuits capitalistes modernes.

Cette politique de « mise en valeur » et d'attribution de lots provenant du domaine de l'Etat (les terres habous s'y étaient additionnées à celles rachetées aux colons) qui ne touchait pas aux propriétés des possédants tunisiens, devait être étendue d'abord dans les « cellules » du Centre (péri-mètres irrigués), puis dans le cadre des « offices » de l'Enfida, de Sidi Bou Zid et des Souassis (plantations en sec, surtout d'oliviers). C'est ainsi que le pouvoir espérait, sinon résoudre le problème agraire, du moins en diminuer l'acuité, grâce à l'intégration d'une masse importante de la paysannerie dans une agriculture plus productive et tournée vers le marché.

En fait, les résultats à ce point de vue ne pouvaient être que dérisoires, étant donné la masse énorme d'investissements que demande une telle politique et la faiblesse des disponibilités étatiques en capital. Néanmoins les chantiers nationaux de chômage, utilisés à grande échelle pour pallier la faiblesse du nombre d'emplois et de ressources de la

majorité de la paysannerie (et qui furent largement employés dans les travaux de mise en valeur), alimentés par l'aide en céréales du programme américain (PL 480), eurent incontestablement un effet considérable de destruction de ce qui subsistait des structures paysannes fermées, de prolétarianisation et de semi-prolétarianisation d'une masse énorme de petits producteurs, et de son accession brutale au marché.

L'aspect le plus spectaculaire étant l'augmentation prodigieuse des quantités de vins et alcools vendues aux abords de ces chantiers.

A côté de ces tentatives étatiques, la bourgeoisie a également encouragé la transformation « par le bas », c'est-à-dire par les producteurs eux-mêmes, de leur agriculture en agriculture capitaliste : subventions à la plantation arbustive et, sur les terres « collectives », attribution en propriété de la terre à ceux qui y procèdent à des plantations ; création de la Banque Nationale Agricole ; réorganisation des anciennes sociétés de « Prévoyance », des Offices de Stockage et Commercialisation des produits agricoles, en vue de pousser à produire davantage pour le marché, à recourir aux techniques modernes de production, etc.

Mais dans ce domaine encore, les résultats ont déçu les espérances : il n'y a pratiquement pas eu, grâce à ces mesures, de développement de la moyenne bourgeoisie rurale, mais seulement accentuation de la concentration foncière, augmentation des richesses et des capacités des gros possédants (qui, il est vrai, sont devenus alors tout à fait des exploitants capitalistes) qui, profitant de toutes ces mesures, ont agrandi leurs domaines, se sont équipés et ont pu louer davantage de terres aux petits paysans (et de terres domaniales), accélérant ainsi la prolétarianisation de ces derniers.

Si donc la politique du pouvoir fut un échec pour ce qui est de la création d'une petite bourgeoisie rurale, si elle avait abouti, non pas à encourager les capitaux à aller dans des secteurs non agricoles et à donner un caractère de plus en plus industriel à l'ancienne bourgeoisie foncière, mais au contraire à s'engouffrer davantage dans l'agriculture, elle avait néanmoins eu des résultats importants au point de vue de la généralisation du marché national capitaliste et de la séparation des petits producteurs de leurs moyens de travail.

L'envers de ces avantages apparaît immédiatement : en l'absence de possibilités d'employer cette masse libérée de son mode d'existence précapitaliste, les risques de crises sociales deviennent menaçants.



Par ailleurs, l'évolution économique générale du pays, son endettement croissant vis-à-vis de l'impérialisme américain, le rétrécissement des sources internes d'investissements et d'autres causes politiques et sociales sur lesquelles nous ne nous attarderons pas ici, devaient conduire le pouvoir à planifier le développement économique, c'est-à-dire à soumettre l'ensemble du développement capitaliste au contrôle de la bourgeoisie bureaucratique et à combiner le capitalisme privé au capitalisme d'Etat.

## **LES RESULTATS DES DEUX PREMIERS PLANS (1962-1968)**

### **1. LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE AGRAIRE DU POUVOIR**

La reconversion de l'alliance de l'Etat bourgeois tunisien avec l'impérialisme français (4), qui se présentait sous les formes les plus proches du colonialisme — investissements privés dans des sociétés, des entreprises agricoles, achat de matières premières et vente de biens de consommation — au profit d'une alliance avec l'impérialisme américain, beaucoup plus rodé au néocolonialisme, a eu des conséquences importantes au point de vue de l'agriculture.

De même que la nouvelle alliance permettait au néocolonialisme de pénétrer en Tunisie par l'intermédiaire de l'Etat tunisien, ces conséquences ont été médiatisées par des théories sur la modernisation des techniques, l'augmentation de la production, la diversification des cultures et les nécessaires « réformes de structures » que ces objectifs nécessitaient.

Nous n'avons pas à juger de la sincérité des dirigeants de la planification lorsqu'ils proclamèrent ces objectifs ; il nous suffit d'en noter la concordance avec les nécessités découlant de la pénétration néocolonialiste américaine : la modernisation des techniques signifie essentiellement machinisme agricole, utilisation de matériel perfectionné (de pièces de rechange), de techniques de production capitaliste faisant appel aux engrais, aux produits chimiques, à l'irrigation (d'où barrages, forages, pompes, équipements des réseaux). Bref, cette modernisation entraîne un élargissement

(4) On peut situer le début de cette reconversion vers 1958, au moment de la suppression de l'aide économique française et son moment le plus spectaculaire à 1964 avec la décision de nationalisation des terres encore détenues par les colons.

énorme du marché des moyens de productions agricoles fabriquées par l'industrie la plus moderne. L'augmentation de la production, à côté des possibilités qu'elle fournit de vendre davantage de moyens de transports et de stockage, est nécessaire pour pouvoir moins importer de denrées alimentaires, et par le biais de la diversification, augmenter les exportations, sources de devises permettant de payer l'équipement et, en attendant de pouvoir les rembourser, de constituer une garantie pour les prêts contractés.

Nous ne voulons pas dire que toute modernisation agricole, toute diversification ou augmentation de la production soient nécessairement des mesures pro-impérialistes, mais dans les conditions de domination néo-coloniale de la Tunisie, domination qui est devenue de plus en plus marquée, une telle orientation sans renversement de ces rapports de domination ne pouvait qu'en aggraver l'importance.

D'ailleurs cette domination même n'était pas seulement directe, mais se faisait également par le biais des organisations internationales et de l'aide financière de toute sorte (5) et était puissamment aidée par les conseillers techniques, soit américains, soit même technocrates de pays capitalistes plaidant sincèrement pour le seul développement qu'ils pouvaient imaginer, le développement capitaliste. En effet, si l'on se donne la peine de dépasser les simples apparences, la politique des deux premiers plans a visé, en matière d'agriculture notamment, à assurer un plein développement du capitalisme, d'un capitalisme étroitement dépendant de l'impérialisme mondial. Nous n'étudierons pas toutes les mesures que cette dépendance a, d'une manière tout à fait logique, étant donné la nature des classes tunisiennes, conduit à prendre dans les domaines artisanal, industriel et commercial, mais on doit en noter la concordance avec celles qui ont touché l'agriculture : intégration de toutes les entreprises dans le marché capitaliste (et notamment sous le contrôle du fisc), investissements dans la modernisation des moyens de production et de transports, concentration de plus en plus importante du crédit, etc.

Nous donnons en annexe quelques chiffres officiels sur ces aspects en ce qui concerne l'agriculture.

Ce qui a caractérisé donc la politique gouvernementale, c'est la tentative de généralisation du capitalisme et de

---

(5) Voir l'article du numéro 17 de « Perspectives » sur la « nature actuelle de l'impérialisme U.S. en Tunisie ».

mobilisation de tous les capitaux au service de cette généralisation, notamment ceux des capitalistes fonciers (8).

Le prolétariat et ses représentants ont, en principe, une attitude sans équivoque devant une telle tendance, surtout lorsqu'elle se caractérise par la domination néo-coloniale : ils parlent des progrès que le développement capitaliste engendre quant au nombre des prolétaires et à la clarification des contradictions sociales pour essayer d'organiser davantage l'ensemble du prolétariat, élever sa conscience de classe et l'entraîner au combat contre la bourgeoisie au pouvoir et son protecteur néo-colonial.

Telle n'était pourtant pas la position des révisionnistes tunisiens qui, se proclamant les représentants du prolétariat, ont développé une ligne de soutien à la politique du pouvoir dans sa politique agraire et appelé à faire pression « pour qu'il aille plus à fond pour une « véritable réforme agraire ».

Cette ligne basée sur une analyse qui refuse de considérer le caractère capitaliste de la politique du pouvoir s'appuie sur deux considérations : d'une part, et c'est le plus important, la création des coopératives agricoles de production est considérée comme un élément décisif, un pas important vers le « développement non-capitaliste » ; d'autre part, les contradictions que l'on a pu constater entre la bourgeoisie foncière et le pouvoir tout au long de sept ans paraissent fondamentales, la première étant selon les révisionnistes l'obstacle fondamental au progrès du pays, chaque fois que le second l'affaiblit il accroîtrait d'autant les chances d'un « développement non capitaliste ».

Si nous répondons ici à leur analyse fautive en matière agraire, c'est parce que cette analyse reprend, quant au fond, strictement les mêmes positions que le pouvoir et que de nombreuses confusions ont été, en particulier grâce à eux, semées dans ce domaine. Nous allons donc examiner ce que sont ces coopératives de production et ce qu'il faut penser des contradictions au sein de la bourgeoisie, du moins tels que ces problèmes se posaient à la fin du 2<sup>e</sup> Plan, en décembre 1968.

(8) Et nous ne nous préoccupons pas de savoir si ce type de développement de la Tunisie ne profite pas, en définitive, bien plus aux entreprises et puissances impérialistes qui y contribuent. L'exemple d'expériences antérieures, et en particulier de la « cassa del Mezzo Giorno » Italienne, montrerait que ce sont les entreprises déjà développées intéressées à de pareils programmes qui en tirent les plus grands bénéfices.

## 2. LES COOPERATIVES DE PRODUCTION

C'est sur l'existence de ces coopératives que le pouvoir fonde sa mythologie du « socialisme destourien », voyant dans cette formule l'essence du socialisme. Les bourgeois fonciers ne sont pas loin de partager cette opinion, mais pour eux elle entraîne la condamnation de cette forme si « dangereuse » pour le principe de la propriété privée. Quant aux révisionnistes, sans aller jusqu'à parler de socialisme, ils y voient, comme nous l'avons dit, le canal du développement « non capitaliste » ; ils proposent, pour qu'elles soient des embryons de socialisme, que l'on y instaure une « véritable démocratie », que l'on supprime la pesante tutelle bureaucratique, que l'on octroie une plus large initiative aux coopérateurs et qu'enfin on décide une « véritable réforme agraire », affaiblissant la puissance économique des gros propriétaires fonciers et consolidant par l'élargissement du domaine coopératif ce secteur presque socialiste.

L'analyse de ces coopératives est donc le noeud de l'appréciation de la politique agraire du pouvoir (7).

### a) Le système coopératif est-il socialiste ?

Poser cette question en Tunisie a de quoi surprendre, tant la réponse affirmative a pris la valeur d'une vérité d'évidence.

Et pourtant, pour les marxistes, rien dans la formule coopérative n'autorise une telle appréciation, rien ne justifie d'y voir un embryon de socialisme, indépendamment du contexte où elle est placée. Car, si elle suppose l'utilisation en commun de moyens de production — et donne un caractère social plus accentué de la production — les moyens de production restent la propriété de leurs possesseurs qui se voient rémunérés sur la base de leur apport (rente foncière ou répartition des bénéfices au prorata des apports en capital productif).

---

(7) Pour simplifier l'exposé nous ne ferons pas de distinction entre les différents types de coopératives agricoles de production que nous appellerons indifféremment coopératives ou U.C.P. ; les différences entre les Unités coopératives du Nord et les coopératives de polyculture et de « mise en valeur » sont des différences d'ordre technique, dans la répartition des cultures, et n'influent pas sur leur nature économique. Nous ne parlerons pas des pré-coopératives qui constituent une simple forme juridique d'attente et d'enregistrement comme coopératives. On trouvera quelques renseignements chiffrés en annexe.

Et le maintien des inégalités dans la répartition des bénéfices au prorata des apports devient, au fur et à mesure que la coopérative, procédant à de nouveaux investissements, accroît la productivité du travail, source d'une concentration des revenus de plus en plus poussée au sein de la coopérative. Ceux qui ont apporté le plus recevant, même sur les bénéfices provenant des nouveaux investissements, une part plus grande que les autres (et nous n'envisageons pas le cas où il y a cession de parts à l'intérieur de l'entreprise).

Le principe même de la formule coopérative n'est donc pas étranger au mode de production et de répartition capitaliste. De plus, ce qui est déterminant dans l'évolution de la coopérative, c'est le contenu de la sphère générale où elle se meut. Dans le cas d'un état socialiste qui a anéanti le potentiel économique de la grande bourgeoisie et rompu les liens d'exploitation par l'impérialisme, la coopérative peut apparaître comme une transition des secteurs de petite production marchande vers le socialisme : les petits producteurs encore soumis à l'idéologie bourgeoise n'acceptent pas d'emblée une socialisation que souvent d'ailleurs le niveau des forces productives de la Révolution ne permet pas de généraliser complètement. Mais alors, la coopérative reste encore une forme capitaliste, une séquelle — évoluée et passagère certes — de la petite production marchande, dont Lénine a répété si souvent qu'après la révolution socialiste elle représentait le capitalisme dans la société nouvelle. Et c'est seulement par sa politique par rapport à ce secteur (surveillance de la gestion, introduction progressive des moyens de production industriels, politique des prix, accroissement continu de la rémunération du travail par rapport à celle du capital apporté) que l'état socialiste empêche que s'y déploient les lois du capitalisme et le transforme en secteur socialiste.

Mais dans le cas d'un état bourgeois, les choses sont très différentes et les lois du capitalisme jouent à plein. Le caractère capitaliste de la coopérative se manifeste alors d'une façon très nette, notamment grâce à la pression du marché général capitaliste (en particulier le système commercial et le crédit) tendant à accentuer les différenciations au sein de l'entreprise et aboutissant au bout d'un certain temps à une polarisation de possédants capitalistes d'un côté, de prolétaires attachés à l'entreprise de l'autre. Il importe peu que ces derniers perçoivent, outre leur salaire nominal, des ristournes ou des primes de tel ou tel ordre, si les premiers

ont réellement des bénéfices sur leur capital et s'ils sont en fait les maîtres en matière de gestion et de décision économique. A part sur le plan juridique, il y a peu de différences entre ces coopératives et les sociétés par actions où l'on distribue ou vend quelques actions aux ouvriers pour les lier davantage à l'entreprise et limiter leur lutte revendicative.

Du reste, dans les pays capitalistes, les coopératives sont généralement en fait des sociétés anonymes dont la forme et le mode de rémunération cachent aux ouvriers les véritables rapports d'exploitation qu'ils subissent et très souvent ces entreprises sont entre les mains de tel ou tel trust avec lesquels elles ont des contrats de production ou des liens de commercialisation.

#### **b) La formation des coopératives agricoles de production et la prolétarianisation.**

On connaît le principe de création des coopératives de production : formation — autour d'un noyau d'origine domaniale et par agglutination de petites propriétés à ce noyau — d'une exploitation de grande dimension utilisant les techniques modernes de production et regroupement sur cette exploitation de coopérateurs provenant de ces petites propriétés (auxquels s'adjoignent les anciens ouvriers agricoles du noyau domaniale).

Le nombre de coopérateurs est établi après un calcul de revenus escomptés à la maturité de la nouvelle unité, de sorte que soit assuré à chacun un revenu annuel moyen de 250 dinars. Dans tous les cas où se posent des problèmes d'indivision des parcelles possédées en commun par un groupe familial ou de la trop petite dimension des parcelles possédées, on désigne un membre du groupe (ce groupe fut-il composé de 10 ou 12 familles) comme coopérateur. Ceux qui ne peuvent être absorbés, et ils ne sont pas rares, sont donc tout simplement éliminés et, prévoyait témérairement le Plan, « trouveront de l'emploi dans d'autres secteurs économiques ».

Il est difficile d'évaluer le nombre de ceux qui sont ainsi purement et simplement rejetés de la production. Notons que le Plan 1969-72 retient comme un des résultats tangibles de la période 1962-68 le « maintien de la stabilité sociale par l'organisation et le fonctionnement effectif des chantiers

de lutte contre le sous-développement », c'est-à-dire des chantiers de chômage.

Ces « déchets » de la « réforme des structures » vont en partie vers les villes, mais leur majorité vitote en trouvant de temps à autre une embauche courte et précaire dans les chantiers de chômage et parfois dans différentes exploitations au moment des pointes de travail. Il est important en effet de noter qu'avec la modernisation des techniques de production agricole se développe le besoin en travailleurs saisonniers. Pour cette expropriation d'une part importante des petits producteurs, le système a donc l'avantage de créer, en même temps que les exploitations modernes, la main-d'œuvre saisonnière dans laquelle toutes les entreprises (modernes, privées ou coopératives) puisent largement. Nous avons tenté une évaluation indirecte, qui n'a d'autre sens que de nous donner une idée de l'analyse de ce phénomène de prolétarianisation : en décembre 1968, il y avait environ 80 000 coopérateurs (nous supposons que tous travaillent effectivement dans l'unité, ce qui n'est pas tout à fait le cas) sur une surface d'environ 30 % du total cultivable. En supposant le nombre d'hectares par coopérateur constant cela nous donnerait à peu près 250 000 coopérateurs, si tout était en coopératives.

Nous savons qu'il y avait à l'origine 500 000 petites exploitations familiales et qu'elles comportaient plus d'une personne active par famille. Ajoutons encore que le nombre de coopérateurs retenus dans les U.C.P. est constamment réétudié et réduit, les résultats de l'exploitation étant inférieurs aux prévisions, et nous aurons déjà établi un premier effet de la formation des coopératives : l'expropriation et la prolétarianisation d'une partie importante des petits producteurs. **Cela est un signe incontestable de développement capitaliste** et a des effets positifs sur le développement du marché des biens de consommation à la campagne, puisque, si faible qu'il soit, le revenu de ces nouveaux prolétaires est maintenant un revenu monétaire et non plus une certaine production vivrière.

### c) Les Coopératives sont intégrées dans une sphère économique générale capitaliste.

Les coopératives tunisiennes, indépendamment de leur structure interne, ont des relations permanentes avec le marché national et, par l'intermédiaire de celui-ci avec le mar-

ché mondial. Ces relations ne sont pas indifférentes ni à leur gestion et décisions économiques, ni à leur évolution sociale. En premier lieu, ces coopératives produisent pour le marché, non seulement le marché tunisien, mais également en grande partie pour l'exportation. Remarquons d'abord que les prix des produits agricoles sont déterminés, même en Tunisie, en fonction des cours mondiaux ; on sait que ces prix ont longtemps été favorables aux colons et qu'ils expliquent dans une large part la répartition des cultures tunisiennes ; on se souvient récemment de l'augmentation du prix de l'huile sur le marché Intérieur consécutive à des difficultés de vente à l'étranger...

Par l'intermédiaire des prix — à la vente, mais aussi tels que les structures de commercialisation les imposent à la production — le marché mondial capitaliste exerce une pression non négligeable sur les coopératives agricoles en leur imposant certains prix de revient.

Les structures de commercialisation et de transport dans lesquelles sont imbriquées les coopératives sont un élément non négligeable de cette pression par les prix. Ces structures sont dominées par les gros commerçants et transformateurs de produits agricoles qui bénéficient de l'appui financier de l'Etat bourgeois et prélèvent une part considérable de la valeur du produit. Tout au long de la chaîne qui part des coopérateurs pour aboutir au marché, en passant par les coopératives de services, les Unions locales et régionales des Coopératives, l'Office des céréales, de l'huile, la S.T.I.L., la Société El Louhoun, les conserveries, etc., interviennent des intermédiaires qui puisent dans la caisse (8) : bureaucrates des divers appareils certes, mais aussi commerçants et possédants fonciers.

Ces intermédiaires ne créent pas seulement des occasions de détourner une partie des revenus des coopératives, ils pèsent d'une manière importante sur la gestion des structures de distribution et sur leurs orientations.

En amont des coopératives, c'est encore un marché capitaliste dominé par l'impérialisme qui fournit tous les moyens de production : tracteurs, machines, engrais, matériel d'irrigation, produits d'entretien ou prophylactiques, pièces de rechange, etc., produits essentiellement par des entreprises

(8) Beaucoup d'Unions Régionales de Coopératives (U.R.C.) sont ouvertement dominées par de gros propriétaires de la région. Le cas extrême est celui de Jendouba, où le Président de l'U.R.C. est Chedly Rhaïem, gros propriétaire et ancien ministre du Bey sous le protectorat...



impérialistes et par des entreprises tunisiennes capitalistes également dominées par l'impérialisme (carburants, engrais chimiques, semences, produits de traitements, matériaux de construction, etc.).

Et le fait de s'approvisionner à un marché capitaliste lorsque l'on adopte des techniques de production modernes (celles-là mêmes qui correspondent à la production capitaliste) ne peut manquer de pousser encore plus les coopératives à adopter des normes de gestion strictement capitalistes, les seules qui puissent les préserver de la faillite.

Et cela devient une nécessité absolue, si l'on considère que ces entreprises ont de très importants besoins de crédits et que ces crédits leur sont délivrés précisément par les pays impérialistes ou par la Banque mondiale, instrument de l'impérialisme américain, à des taux « normaux en pays capitalistes » et transitent par une Banque tunisienne dominée par le capital privé, la Banque Nationale Agricole (B.N.A.).

Il est clair que toute la sphère économique dans laquelle évoluent les coopératives agricoles tunisiennes est une **sphère capitaliste, dominée par l'impérialisme.**

Notons, enfin, qu'en tant qu'entreprises ces coopératives sont exploitées indirectement grâce à la bourgeoisie bureaucratique (qui naturellement les exploite également), par le capital commercial et le capital financier — nationaux et impérialistes — à qui leur mode de production impose de donner des profits considérables.

**d) Les rapports de production au sein des coopératives ne peuvent qu'évoluer vers des rapports capitalistes.**

Nous avons dit plus haut que les principes de fonctionnement des coopératives n'étaient en rien incompatibles avec le capitalisme.

Le cas des coopératives agricoles tunisiennes le confirme encore.

Leurs statuts, en effet, veillent rigoureusement au principe du respect de la propriété privée, personnifiée en l'occurrence par les « parts sociales » ou « actions » qui correspondent à la participation de chacun et qui établissent la proportion dans laquelle les bénéfices sont répartis en fin d'année. Les parts sont cessibles librement au sein ou en dehors de la coopérative, sous réserve de l'accord du conseil d'administration (qui peut, par conséquent, intervenir pour

orienter la vente des parts dans le sens des intérêts de ses membres). Cet accord est également nécessaire pour acheter les parts sociales représentant le « noyau domanial », lorsque celui-ci sera distribué : la priorité de l'achat est réservée en principe aux ouvriers agricoles, mais on voit mal comment ceux-ci pourraient disposer, avec leurs salaires, des ressources nécessaires.

Si donc ces statuts préparent le terrain à la concentration de la propriété au sein de la coopérative, ils présentent aussi une particularité, en principe contradictoire avec l'esprit de la coopérative : on peut être coopérateur et posséder des actions en nombre illimité sans nécessairement travailler dans la coopérative. Le plus pur parasitisme en honneur dans les sociétés capitalistes par actions se retrouve ici avec tous les risques que cela entraîne quant au détournement des ressources agricoles par des rentiers non agriculteurs...

Le fonctionnement même de la coopérative justifie les prévisions d'une telle évolution, car bien qu'il était au départ prévu (9) des distributions de primes de rendement aux travailleurs à côté de la répartition au prorata des apports, ces primes n'ont tout au plus que permis d'atteindre le niveau des salaires agricoles et compléter l'avance versée pendant l'année.

Du reste, un certain nombre de facteurs liés à la pression de l'extérieur dont nous parlons plus haut, a tendu à limiter les revenus des coopérateurs travailleurs. La nécessité d'avoir un prix de revient le plus faible possible dans le cadre de techniques capitalistes imposées par les bureaucrates, conduit à rechercher les dépenses moindres en main-d'œuvre et l'utilisation maximale, intensive des machines : les salaires demeurent donc très bas et la concurrence de la machine réduit le coopérateur à un chômage partiel, au point que pour ne pas occasionner de troubles, on emploie les coopérateurs par roulement dans la plupart des cas.

A l'exception des postes d'encadrement ou du travail spécialisé (conducteur, mécanicien, vacher...), les coopérateurs ont à l'intérieur de l'exploitation, qui leur appartient en principe, un travail intermittent, ce qui n'empêche d'ailleurs pas de faire appel à des saisonniers non coopérateurs en période de pointe.

Les nécessités sont rendues plus impérieuses par les dif-

---

(9) Cette clause semble avoir été supprimée en 1969.

difficultés économiques et financières des premières années de fonctionnement de ces coopératives, époque qui est la plus importante, au point de vue de l'établissement des rapports de production internes.

Ces difficultés tiennent d'une part au fait que l'unité n'atteint qu'au bout d'un certain temps sa productivité normale, alors que d'autre part, pendant ces mêmes années où les investissements ont été importants (et parfois peu productifs, comme dans le cas des bâtiments), les bureaucrates qui encadrent l'exploitation prélèvent d'office toutes les sommes nécessaires au paiement des différentes obligations, dépenses, remboursements de prêts bancaires, cotisation aux organismes coopératifs de services, etc., et obligent en outre l'unité à effectuer un second amortissement (technique) du matériel, de façon qu'elle n'ait pas à recourir plus tard à de nouveaux prêts pour son renouvellement. Dans ces conditions, les coopérateurs-ouvriers, et particulièrement ceux qui n'ont pas un emploi permanent, ont des revenus trop faibles pour même songer à acheter de nouvelles actions, et bien souvent la faiblesse extrême de ce qu'ils perçoivent pour celles qu'ils possèdent les incite à les vendre au meilleur prix.

La tendance est donc nettement vers la prolétarianisation complète des petits producteurs intégrés au sein de l'Unité. Du reste, ces derniers ont une véritable conscience d'ouvriers, ils ne réclament pas davantage de propriétés **mais des revenus stables et élevés** et assimilant parfaitement le sens de l'intérêt que porte l'Etat aux coopératives, c'est plus auprès de lui (et de ses représentants : gouverneurs, délégués) qu'auprès du conseil d'administration, pépinière de notabilités et d'une nouvelle bourgeoisie rurale, qu'ils adressent ces revendications.

Car, si la coopérative agricole est un moyen de prolétarianisation des petits producteurs, elle est également, tant qu'elle ne comporte pas de très gros possédants, une voie de constitution d'une moyenne bourgeoisie rurale.

Celle-ci constituée par les coopérateurs les plus importants et les cadres bureaucratiques (le directeur nommé par l'U.R.C. est d'abord payé au mois par l'U.C.P., puis devient coopérateur) trouve dans le fonctionnement de la coopérative le moyen idéal de se renforcer et, à terme, de la posséder collectivement : c'est elle qui constitue la majorité du conseil d'administration, ce qui lui permet de procéder à son profit à toutes les opérations rentables que peut faire

légalement l'Unité, en matière notamment de locations de terres à l'extérieur ou de location de pâturages de l'U.C.P. pour nourrir du bétail non-collectif (le plus souvent celui des « notables » de l'Unité).

Et nous ne parions que des opérations légales...

Ajoutons qu'elle est très bien placée pour racheter les actions et évaluer leur valeur ou celle des bénéfices à distribuer.

Enfin, reste qu'elle est secondée par les représentants des autorités et par les bureaucrates des organismes de la coopération, avec qui il n'est pas interdit de penser qu'elle a des relations étroites et fructueuses pour les deux parties.

### e) Conclusion.

Si tout ce qui précède ne suffisait pas à convaincre du caractère fondamentalement capitaliste de ces coopératives, que l'on voit donc avec quelle sollicitude les représentants de l'Impérialisme suivent et soutiennent la politique du pouvoir dans ce domaine, non seulement par leur aide financière — intéressée — mais aussi par leur intervention directe. C'est ainsi que la Banque Mondiale, si étroitement liée au gouvernement américain, qui a accordé des crédits importants à ces entreprises (pour s'équiper en matériel, surtout américain) a créé en 1966 un « bureau de contrôle » rattaché au S.E.P.E.N., mais qui dépend d'elle, qui a pour mission notamment « le contrôle de leur (les U.C.P.) gestion, avec possibilité d'établir des recommandations tendant à améliorer cette gestion » (10).

Pour juger de la force des recommandations de ce bureau créé « afin de vérifier la viabilité des U.P. et d'améliorer leur rentabilité » (10), il suffit de lire ce que disent les rédacteurs du plan 1969-72 pour l'agriculture, pour expliquer les raisons du ralentissement dans la création des U.C.P. du Nord : « Le ralentissement enregistré en 1967 et 1968 est dû au désir (souligné par nous) exprimé par la B.I.R.D. de passer à un stade intensif pour les coopératives existantes plutôt que de disperser les efforts par la création de nouvelles U.P. » (10). Non seulement la B.I.R.D. finance ces coopératives, mais elle dicte même les conditions de leur création, c'est dire si elle sait de quoi il s'agit réellement !

(10) Plan de développement économique et social 1969-72 Secrétariat d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale (S.E.P.E.N.), « Agriculture et pêche », 2<sup>e</sup> partie, page 32.

Ce bureau de contrôle, nanti d'aussi réels pouvoirs, prendra certainement des mesures pour remédier aux « imperfections » des coopératives de production, imperfections qui, selon les révisionnistes, auraient leurs sources dans leurs déformations bureaucratiques.

Mais il est clair que ces mesures ne peuvent aucunement transformer la nature de ces U.C.P., leur composition et leur rapport avec le marché, pas plus qu'elles ne peuvent s'opposer au processus inévitable de transformation de la plupart des coopérateurs en simples ouvriers agricoles, ni empêcher, au contraire, un encadrement bureaucratique très important, nécessaire pour assurer leur bon fonctionnement.

Et ce n'est pas non plus avec une intervention aussi directe de l'impérialisme que l'Etat bourgeois tunisien, si même sa nature bourgeoise ne le lui interdit pas, pourrait porter atteinte au droit de propriété et déposséder réellement les gros possédants, pour réaliser la « véritable réforme agraire » que réclament les révisionnistes. En définitive, ces derniers se bouchent les yeux devant la réalité, préfèrent semer des illusions opportunistes sur ce que peut faire le régime plutôt que d'envisager la seule attitude marxiste : éduquer la classe ouvrière en vue du renversement de l'Etat bourgeois.

### 3. LES MESURES COMPLEMENTAIRES

Nous avons vu que les coopératives de production étalent des moyens utilisés par l'Etat bourgeois pour concentrer la propriété foncière, la faire passer complètement à un stade capitaliste et élargir ainsi à la fois la production commercialisée et le marché (marché des moyens de production, des biens de consommation, et aussi marché du travail).

On sait qu'il ne s'est pas contenté d'appeler les paysans à entrer dans les coopératives et de les convaincre, mais qu'il a englobé par la contrainte, et souvent l'usage de la force armée, les terres et les hommes concernés par le processus : cela en prouve l'importance pour la bourgeoisie au pouvoir, car cette généralisation du capitalisme est pour elle le seul moyen d'élargir son potentiel en favorisant toujours davantage la pénétration néo-coloniale et en accroissant les « miettes » de l'exploitation qui leur reviennent. Mais ce mouvement ne pouvait donner sa pleine efficacité sans la réorganisation et la concentration correspondantes de toutes les structures de commercialisation et de trans-

port. Il n'est pas utile de s'attarder sur cette concentration (unités commerciales, sociétés régionales de commerce, de transport...), elle aussi violente et exigeant des mesures policières pour son application (liquidation des petits, livraison obligatoire de toutes les productions aux organismes centraux, offices ou sociétés commerciales, etc.). Mais ces réorganisations dans le sens de la concentration, ainsi que toutes les mesures policières de contrôle du marché, étaient insuffisantes pour intégrer plus étroitement toute l'agriculture dans ce marché ; les coopératives de production ne se réalisaient que peu à peu, certains obstacles d'ordre technique ou financier en gênent aussi le développement (reconversions des oliveraies, manque de terres domaniales, insuffisance de capitaux pour les périmètres à irriguer ou pour le matériel à acheter...).

De ce fait, une partie de l'agriculture — de moins en moins importante, mais toujours trop au gré de la bourgeoisie au pouvoir — restait une économie de subsistance ou de petite production marchande ne commercialisant qu'une infime partie de sa production, surtout dans les produits locaux.

La création et la généralisation des coopératives de services (on sait qu'elles aussi ont exigé l'emploi de la violence et la répression : M'Saken, Zeramdine, Deggache...) devaient résoudre le problème et intégrer toute la campagne dans le marché national.

Ces coopératives de services permirent de faire l'inventaire des productions — et de réduire la part qui en échappait au marché — et de les centraliser ; elles permirent aussi parfois (travaux de mise en valeur, mécanisation de certaines façons culturales) d'introduire des techniques plus modernes, et, alliées au Crédit Mutuel, d'englober encore plus les petites exploitations dans le marché capitaliste, d'autres furent surtout un moyen de prélever un impôt supplémentaire sur les agriculteurs (cotisations de 100 millimes par pied d'olivier, par exemple).

On connaît les conséquences de cette généralisation des coopératives de services et des caisses de Crédit Mutuel, système auquel participent tous les agriculteurs petits ou gros : la principale en est la domination sous l'œil indulgent — et souvent, avec l'aide empressée — de la bureaucratie d'Etat, des gros possédants sur la campagne (ils occupèrent généralement les postes de direction des coopératives de services) ; à côté de cet aspect, s'est engagé un processus

de concentration hâtive et fiévreuse de la terre — stimulé par le Crédit — et de prolétarianisation de petits producteurs toujours plus nombreux.

On pourrait citer de multiples exemples de ce phénomène dans toutes les régions de la Tunisie ; il a été bien décrit, du moins dans sa phase initiale (mais on peut en dégager les phases suivantes bien que l'exposé n'aille pas jusqu'au bout) dans le cas des planteurs de tomates du Cap Bon par H. Sethom au colloque de géographie maghrébine d'octobre 1967 (11).

Le pouvoir a également développé toute une série de structures « coopératives » : les unions locales de coopératives, les unions régionales, les unions centrales (par secteur de production agricole), l'Union Nationale de la Coopération qui colffe le tout et d'autres organismes, tels le groupement des importateurs d'engrais, la Coopérative centrale des semences...

Avec cette multiplication des structures de commercialisation ou d'approvisionnement de l'agriculture qui entraîne en même temps un important développement de la bureaucratie, il est probable que la ponction faite par le secteur tertiaire à l'agriculture deviendra encore plus importante que par le passé.

De toutes les façons, toutes les structures nouvelles mises au point par le pouvoir, coopératives de services, caisses de Crédit, sociétés ou coopératives régionales ou centrales de commercialisation et de transport, offices, etc., ont le même objectif, à savoir véhiculer le progrès capitaliste, ce qui entraîne la concentration et la centralisation des terres d'un côté, la prolétarianisation des paysans de l'autre.

Mais cela devait sembler encore trop lent puisque, dès 1967, un certain nombre de coopératives de services commencèrent à être transformées en coopératives de production, montrant ainsi que cette forme pouvait n'être qu'une mesure transitoire et présageant ainsi des mesures plus radicales.

#### **4. SIGNIFICATION ET PORTEE DES CONTRADICTIONS AU SEIN DE LA BOURGEOISIE**

Nous avons noté que la politique de planification du pouvoir a coïncidé avec une transformation de la nature de

(11) Voir le numéro 15 de la revue du C.E.R.E.S.

l'alliance entre la bourgeoisie tunisienne et l'impérialisme. De directs (de bourgeoisie à bourgeoisie) qu'ils étaient, les liens de domination impérialiste se sont médiatisés au travers des Etats et organismes Internationaux de l'impérialisme, d'une part, de l'appareil de l'Etat tunisien et ses organes et Institutions bureaucratiques d'autre part.

Cela s'est naturellement accompagné en Tunisie, par l'effacement des fractions traditionnelles de la bourgeoisie au profit de ses fractions les plus adaptées à cette nouvelle alliance : quelques entrepreneurs ou commerçants avisés et la nouvelle bourgeoisie bureaucratique.

Or les fractions anciennes de la bourgeoisie sont essentiellement composées de propriétaires fonciers ayant commencé à exploiter leurs terres de façon capitaliste, mais qui tenaient aussi de très importants profits qui, par leur liaison intime avec la bourgeoisie commerçante, pouvaient se baser sur la spéculation immobilière et l'exploitation de la petite paysannerie qui les entourait : location des terres des alentours, prêts hypothécaires, spéculation sur le bétail ou le fermage.

La nouvelle orientation du pouvoir qui se fixait avant tout la généralisation du mode de production capitaliste, devait heurter les intérêts de ces fractions dont les bénéfices provenaient surtout de l'exploitation des secteurs non encore capitalistes. Le rôle très important de l'Etat dans l'économie lui enjoignait d'essayer de mobiliser le maximum de capitaux, notamment par les impôts, et de tenter de canaliser les ressources des capitalistes nationaux vers les secteurs qui intéressaient les progrès du capitalisme en général et non plus seulement leur étroit intérêt particulier.

C'est là la source de la contradiction qui oppose la bourgeoisie « traditionnelle » à l'Etat bourgeois néo-colonial. Nous ne parlerons pas ici de l'aspect qu'a pris cette contradiction dans les secteurs non agricoles (commerce, tourisme, Industrie...), si ce n'est pour signaler que, en fin de compte, le « privé » a été convaincu non seulement par les explications que n'ont cessé de lui prodiguer les responsables du régime, mais par les faits eux-mêmes, qu'il était dans son intérêt de « marcher ».

On sait l'importance des investissements privés dans le tourisme, la domination aujourd'hui absolue des gros capitalistes sur le secteur commercial, la participation de plus en plus importante du « privé » aux entreprises financières et industrielles semi-étatiques et, dans certains cas, comme



pour le textile, le rachat de ces entreprises à l'Etat. Cette contradiction est donc une contradiction interne à la bourgeoisie.

Ce qui est en question, c'est la façon dont le mode de production capitaliste dominera le pays, c'est la répartition des profits entre les différentes fractions de la bourgeoisie et la part qui reviendra à l'impérialisme, mais ce n'est en aucune manière l'existence du mode de production capitaliste.

Que, dans le processus de généralisation du capitalisme, qui est un progrès incontestable dans le cadre bourgeois, l'Etat exerce une contrainte — d'ailleurs relative — sur le secteur privé, que cela puisse même entraîner la ruine de certains bourgeois, cela n'enlève rien au fait qu'il s'agit de contradictions secondaires, au sein de la bourgeoisie, et de rien de semblable à ce qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie dans son ensemble. C'est ce que ne veulent pas comprendre les révisionnistes, qui voient dans ces contradictions entre la bourgeoisie « privée » et l'Etat le moteur même du développement « non-capitaliste » de la société (12).

Les représentants du « privé », et tout particulièrement leur porte-parole Mestiri et des membres de l'appareil d'Etat, n'ont guère payé plus cher que par leur éloignement du pouvoir (parfois au moyen de postes d'ambassadeurs !) leur opposition au régime, alors que l'on connaît la façon dont nos camarades, après bien d'autres représentants explicites ou non des masses opprimées, ont été traités pour avoir voulu être le porte-parole de l'avant-garde de la classe ouvrière.

Ceci devrait suffire à éclairer sur la portée réelle des contradictions de la société, sur celles qui sont fondamentales et celles qui sont secondaires.

D'une manière concrète, au point de vue de l'agriculture, la politique menée par le pouvoir pendant les deux premiers plans a tendu à ramener la bourgeoisie foncière à une exploitation purement capitaliste de ses terres tout en lui assurant des positions importantes dans la commercialisation et en

(12) On trouve dans un article d'« Espoir » intitulé « un nouveau pas dans les transformations agraires » l'analyse suivante : « Que l'on touche à la grande propriété agrarienne, même d'une façon insuffisante, c'est incontestablement un fait nouveau qu'inaugure une situation telle qu'elle rend possible... de battre en brèche les positions des partisans de la voie capitaliste de développement... Ce sont les conditions objectivement favorables au développement non capitaliste qui grandissent... » « Espoir », juin-juillet 1969.

la poussant à investir ses capitaux dans d'autres secteurs. Ainsi furent progressivement supprimées toutes les possibilités spéculatives qui rapportaient souvent plus à cette bourgeoisie que l'agriculture même, ainsi furent désorganisées ses habitudes d'exploitation, ce qui lui a fait craindre une baisse de ses profits : ne pouvant plus comme auparavant acheter des grandes propriétés ni louer des terres domaniales pour une bouchée de pain, ni louer des terres des petits paysans des alentours et grâce à cela pratiquer une exploitation extensive et de type ruineux, c'est-à-dire sans se préoccuper de l'appauvrissement des terres, cette bourgeoisie était contrainte soit d'investir davantage de son capital dans son agriculture et en accroître le caractère capitaliste, soit commencer à se tourner vers d'autres secteurs, alternative qui la fit hésiter.

Néanmoins, et malgré leurs réticences, la plupart des possédants fonciers finirent par jouer le jeu, acceptèrent d'intégrer les coopératives de services et comprirent qu'ils pouvaient trouver là, en en prenant la direction, un moyen de ne pas faire les frais de la « réforme ».

Que l'on se reporte aux nombreux discours de Bourguiba à Sfax, Gafsa et ailleurs où il cite nommément et félicite de tels individus qui, après avoir hésité à approuver la réforme, occupent à présent des postes de direction dans les coopératives de services.

Ils se résignèrent à compenser partiellement leur perte de profit en participant au capital des sociétés commerciales (B.N.A., S.T.I.L.), et de transport et en augmentant, mais de très peu, l'intensification de leur exploitation. Ils ne pouvaient sous-estimer l'aide que, de son côté, l'Etat leur apportait dans leur exploitation des ouvriers agricoles, dans le maintien de ceux-ci sous leur férule : par la fixation et la stabilisation des salaires agricoles à un niveau très bas, par l'aide à la construction de logements pour les ouvriers qui sont ainsi attachés à l'exploitation, par toutes les mesures policières et répressives, en premier lieu la carte d'identité obligatoire différente selon les gouvernorats et, enfin, par le fait que l'Etat, symbole de l'exploitation et de la répression dans les campagnes, détournait en grande partie vers lui la colère des ouvriers agricoles contre les gros possédants.

On se dirigeait donc vers un compromis entre la bourgeoisie foncière et le pouvoir, la première acceptant d'accroître son caractère capitaliste et de participer au déve-

veloppement d'autres secteurs, le second s'engageant à faciliter cette reconversion et à lui garantir ses profits.

La fameuse contradiction soi-disant moteur du progrès vers un développement « non-capitaliste » trouvait une solution pacifique dans le plus authentique développement capitaliste et bourgeois !

Et les réticences que continuaient d'avoir les propriétaires fonciers étaient plus un élément de marchandage de leur part qu'une opposition réelle à la politique suivie. Quant à l'attitude de Mestiri et compagnie, nous avons déjà montré qu'elle avait pour but de prendre date, d'informer le pays de l'existence d'une autre direction bourgeoise, afin de sauver la domination capitaliste, et qu'elle n'a en aucune façon engagé la bataille contre le pouvoir (13).

Il faut dire également que le mot d'ordre de réforme agraire n'a pas seulement un contenu démagogique chez Mestiri : il exprime aussi le besoin qu'a la bourgeoisie attachée à l'alliance de type « traditionnel » avec l'impérialisme de disposer d'une base sociale à la campagne — la petite-bourgeoisie rurale — par rapport à laquelle elle jouerait le rôle économique d'intermédiaire avec le marché capitaliste national et extérieur.

Ainsi, cette bourgeoisie qui a finalement compris (plus exactement ses représentants les plus conscients l'ont compris) qu'elle ne pouvait continuer à se cantonner dans l'agriculture, laisserait à la petite-bourgeoisie issue d'une réforme agraire le soin de maintenir le calme dans les campagnes et de procéder à l'essentiel des efforts productifs, tandis qu'elle-même pourrait se replier (en partie) vers les secteurs de commercialisation, d'approvisionnement, de transformation industrielle, le Crédit, etc. C'est donc toute une politique bourgeoise de rechange que propose Mestiri, politique qui exigerait une intervention économique bien moindre de l'Etat, mais remettrait en question la nature de l'alliance actuelle avec l'impérialisme.

## **LE DEBUT DE LA GENERALISATION DES COOPERATIVES EN 1969**

La décision de généraliser les coopératives rapidement et sur toutes les terres venant juste après les déclarations de

(13) Voir article « A propos de la démission de Mestiri » In « Perspectives », N° 17, février 1968.

Bourguiba assurant que les propriétaires qui géraient correctement leurs domaines seraient épargnés (14) a provoqué une explosion d'enthousiasme chez les révisionnistes. Eux qui voient dans le « capitalisme privé » le principal obstacle à la « voie non-capitaliste de développement » se sont empressés de saluer les « forces avancées à la tête du P.S.D. » et de proposer leurs services pour aider à mobiliser les petits paysans et ouvriers agricoles pour assurer le succès de cette réforme.

Si cette attitude n'a rien d'inattendu, elle n'en demeure pas moins fort éloignée des pratiques du marxisme, pour qui une analyse objective et approfondie des classes doit précéder les conclusions, surtout si les conclusions amènent à soutenir un pouvoir d'Etat bourgeois !

Nous ne chercherons pas à approfondir les causes immédiates de cette décision ni à savoir pourquoi elle a été amorcée avec autant de précipitation et a reçu un commencement d'exécution aussi rapide : il est possible que le pouvoir cherchait ainsi pour balancer la sanglante répression des petits producteurs du Sahel, à montrer que les mesures économiques décidées concernaient toutes les masses (15).

(14) Discours de Bourguiba du 24 janvier 1969 à El Menzah.

(15) Peut-être aussi peut-on en trouver une explication dans le tableau suivant qui montre l'accroissement énorme de l'épargne à faire pour l'année 1969, et donc la nécessité de mettre la main sur toutes les ressources existantes, in « Budget économique » 1969 :

(en millions de dinars)

|  | 1968  | 1969   |           |
|--|-------|--------|-----------|
| Epargne nationale .....                          | 74,9  | 96,2   |           |
| Epargne des administrations ..                   | 9,1   | 19,7 * | (+ 116 %) |
| Epargne des entreprises non<br>financières ..... | 54,3  | 60,0 * | (+ 10 %)  |
| Epargne des entreprises finan-<br>cières .....   | 4,0   | 4,0    |           |
| Epargne des ménages .....                        | 7,5   | 7,5    |           |
| Apports extérieurs nets .....                    | 54,0  | 53,2   |           |
| Total .....                                      | 127,9 | 149,4  |           |

En laissant les capitalistes fonciers à eux-mêmes, l'Etat, fort des expériences antérieures, ne pouvait guère être assuré de parvenir aux chiffres marqués d'un astérisque.

Les raisons profondes de cette décision tiennent à quelques considérations, les mêmes que celles qui ont inspiré la politique pendant les deux premiers plans et qui prennent un caractère de plus en plus impérieux à mesure que le temps passe et que les échéances de « l'aide » impérialiste se rapprochent.

En premier lieu, le pouvoir cherche à mobiliser au maximum les capitaux existants, à les canaliser dans les investissements industriels « développants », c'est-à-dire développant le capitalisme.

Et dans ce domaine, la bourgeoisie foncière a fait vraiment peu.

Le plan 1969-72 constate que cette bourgeoisie (« le secteur privé semi-intensif » de l'agriculture) fait appel aux crédits bancaires dans une très faible mesure, ce qui montre bien qu'elle détient des capitaux qui ne réapparaissent pas dans d'autres secteurs.

De plus les investissements que cette bourgeoisie fait dans l'agriculture sont très limités et elle ne montre guère de zèle à adopter les assolements intensifs que lui proposent les technocrates du Plan (16).

Détentrices d'épargne difficile à mobiliser — alors que les objectifs du Plan sont des plus ambitieux — se contentant d'exploiter ses terres de façon moderne, certes, mais extensive, la bourgeoisie foncière apparaissait donc comme un obstacle à la réalisation des objectifs économiques du pouvoir.

De plus, le problème de l'intensification de la production est considéré comme primordial aussi bien pour résorber le chômage rural que pour procurer des ressources — spécialement en devises — permettant de faire face aux obligations toujours croissantes à l'extérieur (17).

Les tentatives de persuader les propriétaires fonciers ayant eu en la matière un succès incertain et parce que le domaine de l'Etat, voire de la formation des U.C.P. était com-

---

(16) Voir les articles de E. Makhlouf dans les Revues du C.E.R.E.S. : « Le nouveau dualisme de l'agriculture du Nord », N° 11 et N° 15 spécial sur le colloque de géographie maghrébine.

(17) Progression des charges de la dette extérieure (montant des remboursements annuels) : 1967 : 23,3 millions de dinars ; 1968 : 25,9 millions de dinars ; 1969 : 27,5 millions de dinars (ce chiffre représente un peu plus que la valeur des exportations de la Tunisie pendant trois mois).

plètement utilisé, il devenait naturel de penser à intégrer les terres des capitalistes tunisiens dans le système coopératif.

Les avantages de l'opération sont faciles à voir : possibilité de réaliser la généralisation totale du système de production capitaliste plus évolué sur l'ensemble de l'agriculture (18), de contrôler les assolements, la production, les distributions de revenus, etc., de mettre la main sur l'épargne ou de la guider vers les secteurs intéressants, etc.

A ce niveau, il n'y a pas de doute que l'opération généralisation marquait au moins une certaine méfiance à l'égard de la bourgeoisie foncière et que celle-ci ne manquerait pas de réagir. Mais y avait-il lieu pour autant de crier à la défaite du développement capitaliste ?

Ce serait oublier le fait essentiel que, si l'on avait effectivement décidé d'exercer une certaine contrainte sur une forme capitaliste, celle de la bourgeoisie foncière, on l'a exercée au profit d'une forme supérieure certes, mais toujours capitaliste.

L'entrée des gros possédants dans les coopératives ne risquait pas d'atténuer, au contraire, le caractère capitaliste de ces entreprises, que nous avons relevé plus haut.

Bien plus, elle devait accentuer la probabilité d'une concentration des terres (sous forme de concentration des « parts sociales » qu'on appelle aussi carrément « actions ») au profit de ces possédants dont on est sûr au départ qu'ils ont les moyens de procéder à cette concentration. Le « Guide du Coopérateur », publié en juillet par « L'Action », est tout à fait rassurant (pour les capitalistes fonciers) dans ce domaine : outre toutes les facilités qu'ils ont de racheter les actions des petits coopérateurs (19), les possédants ont

---

(18) La constitution des U.C.P. du Nord, à la fin de 1968 avait épuisé presque toute la surface des terres domaniales, alors qu'il restait près de 550 000 ha d'agriculture « traditionnelle » à intégrer au processus. L'utilisation des 400 000 ha environ de l'agriculture privée « semi intensive » (selon les termes officiels) devait permettre de continuer à former les U.C.P. suivant le même principe d'agglomération d'exploitations « traditionnelles » autour d'un noyau « moderne » semi-intensif.

(19) Le « guide du coopérateur » dit : « le coopérateur démissionnaire peut céder ses actions à la coopérative, à l'un des adhérents ou à toute autre personne, la priorité de leur acquisition étant toutefois accordée à l'ouvrier agricole, sous réserve du conseil d'Administration ». Il faut vraiment beaucoup de bonne volonté pour ne pas voir dans cette clause la voie ouverte au rachat des actions par les gros possédants.

également la satisfaction de voir supprimer le paiement des primes de rendement et rémunérer uniquement les apports (60 % du produit net).

En somme, les coopératives sont maintenant pratiquement des sociétés par actions et l'entrée des gros possédants y amènerait les gros actionnaires.

Il y a une petite restriction à faire à cette dernière affirmation, mais elle n'a pas l'énorme portée que lui attribue l'article cité d'« Espoir » : le principe « un homme, une voix » reste pour le moment valable dans les assemblées générales. Mais on ne peut vraiment y trouver une garantie que les petits coopérateurs et ouvriers agricoles pourront défendre leurs droits ni surtout « participer à la direction ». Si même ce principe était appliqué vraiment une fois par an, il pourrait tout au plus permettre à ces petits de délimiter un tant soit peu leur exploitation par les bureaucrates et coopérateurs importants, car les décisions économiques sont dictées à la coopérative par les ingénieurs et technocrates, la gestion est sous l'étroite surveillance des organismes de tutelle et, même pour l'élection du « conseil administratif », les compétences et la culture requises pour faire acte de candidature (surtout si des gros possédants ou leurs gérants habituels participent à la coopérative) éliminent en fait tout risque de participation de la base. Enfin, rien n'est moins assuré que de voir, même dans l'étroite limite d'une assemblée générale annuelle, régner une véritable démocratie dans ces entreprises (voir discours actuels de Bahi Ladgham) où l'Etat sait qu'il y a un vif mécontentement auquel il est décidé à ne pas laisser de moyens d'expression.

Dans le cadre politique et économique général du pays, il ne fait guère de doute que l'intégration de gros possédants fonciers dans les coopératives aurait pour effet de les mettre en fait à la tête de ces coopératives et en position de se les approprier au bout d'un certain temps. Il est possible que le contexte juridique ne change pas et que ces capitalistes deviennent des P.D.G. en quelque sorte actionnaires majoritaires, cela n'en constitue pas moins une appropriation des moyens de production à la campagne. Il se pourrait aussi que, s'ils devenaient suffisamment forts, et sur la base des progrès des forces productives qui auraient été réalisés sous la tutelle de l'Etat, ils exigent et obtiennent la « privatisation ».

Quoi qu'il en soit, il demeure certain qu'ils auraient joué un rôle prédominant au sein de ces coopératives (20).

Il est vrai que la tutelle de l'Etat et l'imposition par ce dernier de la politique de financement et de gestion restreindrait leur liberté. Il est également vrai que l'Etat profiterait de la clarification des comptabilités pour « capter l'épargne » de ces capitalistes. Mais il est clair, et toutes les déclarations le confirment, qu'il n'était pas question de porter atteinte à leur propriété, de leur prendre leurs biens.

En fait, ils auraient été dans la position certes peu agréable, mais encore très confortable, de ces fils de famille prodigues à qui on a placé un conseil de tutelle : ils continueraient à bénéficier de rentes substantielles plus importantes — assure le conseil de tutelle qui est d'ailleurs de la famille — que celles qu'ils auraient pu se procurer tout seul, et un jour lorsque les affaires auraient progressé et qu'ils se seraient « assagis », ils disposeraient eux-mêmes de leur fortune en connaissance de cause. Du reste, il leur était toujours possible de dominer la campagne d'une autre façon, en participant au capital de la B.N.A., maintenant transformée en Banque Nationale Tunisienne, qui détient le monopole de toutes les opérations de Crédit à la campagne puisqu'elle a intégré les caisses de crédit mutuel ; ainsi qu'à celui de la S.T.I.L. ou d'El-Louhoum (société de viandes).

A cette analyse marxiste fondée sur la reconnaissance du caractère bourgeois de l'Etat tunisien et sur la compréhension du caractère dominant du mode de production capitaliste, qu'opposent les révisionnistes, en la matière beaucoup plus enthousiastes que le pouvoir même ? Bien qu'on ne leur ait pas supprimé tous leurs biens, les capitalistes fonciers (c'est le mot fondamental) ne peuvent plus, avec la généralisation des U.C.P., faire obstacle au développement « non capitaliste » (21).

---

(20) Témoin cet appel que leur lance le plan, 3<sup>e</sup> partie, p. 31, volume sur l'agriculture : « Il est aisé de se rendre compte que la réussite de la réforme des structures est pratiquement conditionnée par l'adhésion des exploitants privés actuels qui seraient en mesure d'apporter à la fois les milliers de cadres nécessaires et les moyens de financement indispensables. Autrement dit, la réforme décidée pour leur bien et celui de la collectivité doit se réaliser par eux et la collectivité (c'est nous qui soulignons).

(21) Il est vrai qu'ils mettent de grands espoirs dans la possibilité de ventes de terres des gros possédants aux coopératives (contre des bons d'équipement) : Il serait en fait étonnant que ce cas se produise souvent, les bourgeois préférant conserver des valeurs, peut-être moins



Et d'accuser ceux qui émettent des doutes, d'être des aveugles, des partisans du tout ou rien, des irréalistes, etc.

En somme, pour les révisionnistes, le capitalisme est privé ou n'est pas !

Ne leur demandons pas de nous expliquer ce qu'était le capitalisme japonais du XIX<sup>e</sup> siècle, ils auraient quelques difficultés !

Ne les renvoyons même pas à leurs camarades français et européens qui étudient le fonctionnement du « capitalisme monopoliste d'Etat » !

A ce niveau de reniement du marxisme, il n'y a plus de remèdes possibles...

Appliquée à l'agriculture, leur analyse prend un aspect caricatural presque comique : Ennafâa ne dit-il pas que les « ouvriers et les paysans pauvres doivent mettre tout en œuvre pour assurer le succès des réformes positives » et, ne pouvant nier l'existence de réticences de la part de ces braves gens, ne les accuse-t-il pas d'être « manœuvrés par la droite réactionnaire » ?

Les révisionnistes se mobilisent au côté du pouvoir ; celui-ci emprisonne et tire sur les masses, ceux-là les convainquent qu'ils doivent « faire réussir les réformes » !

Et ils justifient cette attitude par la seule existence de « forces réactionnaires » : entendons par là la bourgeoisie foncière, hostile aux réformes.

La vocation des marxistes est donc, selon eux, de prendre le parti d'une fraction de la bourgeoisie contre une autre, de tenter de mettre sous la coupe de la bourgeoisie le prolétariat et les autres classes opprimées, sans se préoccuper de l'intérêt fondamental de la classe ouvrière, à savoir la transformation révolutionnaire de la société.

Cela ne peut être notre position.

Pour nous, ce qui détermine notre position c'est uniquement l'intérêt de la classe ouvrière, seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, seule classe capable de diriger la lutte

---

solides que par le passé, plutôt que de miser sur la solvabilité de l'Etat. Par ailleurs la possibilité qui est offerte à ces possédants de toucher les bénéfices sans participer à la marche de la coopérative ne doit pas faire illusion : directement ou par personnes interposées (éventuellement, leurs anciens gérants ou homme de confiance), ces possédants seraient dans la plus favorable des positions pour dominer les coopératives : niveau culturel, compétence, rapports avec les ouvriers et aussi argent, les prédisposant à assurer les fonctions de direction et de liaison des coopératives avec le milieu capitaliste environnant.

de libération de toutes les classes opprimées. Ce ne peut être de fumeuses considérations sur le caractère « positif » ou non de réformes dans l'absolu.

Nous n'ignorons pas l'existence de contradictions au sein de la bourgeoisie et nous devons en tenir compte dans nos analyses, mais nous n'oublions jamais que ce sont des contradictions internes à la bourgeoisie, c'est-à-dire à la classe exploiteuse, qu'elles portent sur la manière d'exploiter le prolétariat et la répartition du butin entre les exploités et non sur l'existence de l'exploitation.

C'est pour cela que nous regardons avec le plus grand sang-froid les péripéties de la lutte des fractions bourgeoises, nous efforçant surtout d'en tirer une analyse plus précise de la situation pour dégager avec le plus de netteté possible les tâches de l'avant-garde révolutionnaire, aussi bien à la campagne qu'à la ville.

Car il est de plus en plus clair que les contradictions qui opposent ces fractions, si elles portent essentiellement sur le problème agraire et se manifestent à l'occasion de la politique des coopératives, recouvrent, en réalité, l'ensemble de l'orientation du régime, posent les problèmes généraux du type de régime capitaliste qu'imposera le régime.

## **LE RECU DANS LES CAMPAGNES ET LA CRISE DU REGIME BOURGEOIS**

La généralisation des coopératives après janvier 1969 portant sur près de 4 millions d'hectares, selon les estimations de l'« Action », correspondait à l'apogée de la bourgeoisie bureaucratique et de son porte-parole Ahmed Ben Salah. Cette opération dictée par d'impérieuses nécessités économiques a exaspéré toutes les contradictions de la société à la campagne, avant tout celles qui opposent les petits producteurs ruinés et prolétariés par cette politique au pouvoir, mais également celles qui opposaient les différentes fractions de la bourgeoisie.

Du rapport de forces entre les classes et les fractions dépendait le succès ou l'échec de cette politique et il est apparu au début septembre que ce rapport de forces, contrairement à ce qui se dégageait de la fermeté manifestée dans l'application de cette politique et des succès politiques de la fraction bureaucratique (éloignement d'éléments de « clans » hostiles à la politique de Ben Salah) n'était pas en

faveur de cette fraction qui a été désavouée spectaculairement.

Les raisons de l'échec de cette politique étaient contenues dans les conditions de son application, mais il est hors de doute que la plus déterminante a été la résistance acharnée, violente, de la petite paysannerie à la « réforme ».

Malgré les très sévères répressions du Sahel, malgré la mobilisation et le déploiement des forces policières et armées dans les villages, cette résistance ne s'est pas démentie et, à l'obstination du pouvoir à constituer des coopératives, les petits paysans ont opposé une politique de sabotage de la campagne agricole et d'abattage de bétail, sans parler de la lutte politique menée parfois jusqu'à des actes de terrorisme. Le maintien de cette résistance, alors que la situation était loin d'être satisfaisante dans les coopératives et que s'aggravait le mécontentement général, mettait directement en question les résultats de la politique agricole et surtout créait un climat d'agitation politique des plus dangereux, la répression n'arrivant visiblement pas à apaiser le mécontentement.

L'annonce du changement d'orientation a indubitablement provoqué un soulagement immense chez les petits producteurs et si elle a fait baisser momentanément la tension sociale, elle n'est pas moins riche en enseignements politiques pour tous les exploités et avant tout elle est la preuve que le pouvoir n'est pas tout-puissant et que la lutte paie.

Cela ne manquera pas de se répercuter dans la vie politique à l'avenir. Cette résistance des petits producteurs dont les causes sont claires et ont été exposées plus haut, n'a pas manqué d'être utilisée par la fraction « privée » de la bourgeoisie contre les abus de la fraction bureaucratique.

La généralisation des coopératives marquait en effet une rupture brutale et unilatérale du compromis réalisé à la campagne, l'hégémonie de la fraction bureaucratique sur l'Etat et la subordination des intérêts immédiats de toute la bourgeoisie à la politique de cette fraction, même si cette politique visait à consolider à long terme la position de la bourgeoisie. Pour la bourgeoisie du secteur privé, très étroitement liée à la propriété foncière, une telle situation devenait inacceptable et elle se devait d'autant plus de réagir que la vague de mécontentement risquait de remettre en question les bases bourgeoises du régime.

Le profit que les sommets de cette bourgeoisie tiraient des réformes commerciales et industrielles ne pouvaient

balancer ces préoccupations et même pour certains apparaissaient comme des « os » jetés provisoirement par les planificateurs pour leur faire accepter plus facilement leur future dépossession totale.

La bourgeoisie foncière attachée à la propriété formelle de sa terre (séquelle des représentations idéologiques pré-capitalistes où la possession foncière est la seule vraie richesse) et à un mode d'utilisation spéculatif des capitaux, basé sur une exploitation semi-extensive de la terre, aurait subi, dans l'immédiat, d'incontestables pertes financières.

Les nouvelles structures, caractérisées par la tutelle complète de la bourgeoisie bureaucratique, auraient de plus supprimé le pouvoir économique de la bourgeoisie foncière. Alliant la politique de la « terre brûlée » — sabotage des moyens de production livrés aux coopératives, abattage du bétail, refus de participer comme « cadres » aux unités — à des interventions de plus en plus pressantes auprès de Bourguiba, la bourgeoisie foncière s'engagea donc dans la lutte — mais en respectant la règle fondamentale du jeu, à savoir éviter de faire intervenir les masses dans cette lutte, éviter de poser les problèmes publiquement.

Et évidemment, l'ensemble de la bourgeoisie « libérale » « privée », menacée d'avoir à se convertir complètement — ce qui n'est jamais accepté de bon gré par une classe habituée à une certaine forme de domination — fait sien ce combat et tente d'en profiter, non seulement pour arrêter le processus à la campagne, mais pour reconquérir le terrain perdu au point de vue du pouvoir d'Etat, tenter d'assurer à nouveau sa complète domination sur celui-ci.

Dans sa contre-offensive, elle disposait de nombreux atouts.

Tout d'abord, si la bourgeoisie bureaucratique était parvenue à faire prévaloir ses vues, elle n'était pas pour autant l'unique détentrice du pouvoir : les ministres, et surtout Bourguiba, attentifs à préserver « l'union nationale », c'est-à-dire surtout la cohésion de la bourgeoisie, restent plus un appareil d'arbitrage entre les fractions bourgeoises que les représentants d'une tendance bourgeoise. (Plus exactement, Bourguiba et les « inconditionnels » arbitrent entre les porteparole des différentes fractions.) De plus, la bourgeoisie bureaucratique et, d'une façon générale, tout l'appareil du régime, n'est pas une fraction « pure » et pleinement consciente de ses intérêts : à tous les niveaux existent des liens plus ou moins étroits entre l'appareil et la bourgeoisie « privée », certains bureaucrates étant possédants ou liés

par les « affaires » ou le mariage à des possédants, et ceux-ci y trouvent donc un moyen tout au moins d'atténuer la contrainte que l'Etat peut exercer contre eux, quand ce n'est pas tout simplement des agents au sein de l'appareil.

Du reste l'idéologie de l'union nationale, la nature bourgeoise de l'Etat et les liens avec l'impérialisme interdisent en fait à l'équipe au pouvoir d'être réellement coercitive à l'égard du secteur privé.

Par ailleurs, si grand qu'aurait pu être le succès des planificateurs à faire entrer l'appareil dans leurs vues, il n'en reste pas moins que les objectifs économiques du Plan ne pouvaient être réalisés, car, de l'avis de tous les experts (même si on ne prenait pas en considération les résultats éloquentes par eux-mêmes), les hypothèses utilisées par les planificateurs comme les objectifs qu'ils avaient fixés étaient trop optimistes et le modèle de développement en fait inadapté.

Le résultat en est que l'aggravation de la dépendance à l'égard de l'impérialisme, que nous pouvons voir quotidiennement, ne pouvait que se marquer davantage alors que les problèmes sociaux — dus principalement au chômage et au faible niveau des revenus des travailleurs — deviendraient de plus en plus explosifs.

Cet échec latent du Plan, qui n'empêche pas un certain développement capitaliste toujours plus nettement néo-colonial, devenait une certitude avec le refus de la participation de la petite paysannerie et de la bourgeoisie foncière aux réformes, refus que, répétons-le, le régime, de par sa composition, ne peut surmonter.

Ajoutons à ces motifs d'échec de la généralisation des coopératives les pressions qu'ont certainement dû exercer les différents impérialismes : on a vu que la Banque Mondiale, Instrument de l'impérialisme américain et qui a une influence décisive, par leur financement sur le succès des coopératives, était opposée à leur généralisation « prématurée » ; il est peu probable qu'elle puisse ne pas réagir devant ce qui apparaît à tout capitaliste orthodoxe une atteinte à la propriété : l'intégration de force des propriétaires fonciers dans les coopératives.

L'impérialisme français, qui continue à jouer un rôle très important en Tunisie et qui ne voit pas d'un œil favorable le développement de l'alliance du régime avec l'impérialisme américain (alors que les rapports avec la France sont une combinaison de l'ancien type de liens avec des rapports

plus nettement néo-colonialistes), a certainement aussi trouvé des arguments efficaces pour convaincre d'aller moins vite...

Si donc l'offensive des représentants du privé s'est réa-  
lisée au nom des droits de la propriété privée, à celui de  
l'efficacité économique et des « bonnes relations » avec les  
puissances occidentales, si elle a trouvé des appuis sérieux  
au sein de l'appareil, elle n'a certainement pas manqué d'utili-  
siser au moment où toute la bourgeoisie en dehors d'une  
toute petite équipe groupée autour de Ben Salah et cons-  
ciente des intérêts de la bourgeoisie bureaucratique, le fait  
que la politique du pouvoir ne bénéficie d'aucun soutien dans  
ce pays.

L'hostilité de la bourgeoisie privée transforme le risque  
d'isolement en risque beaucoup plus grand de coup d'Etat  
contre le gouvernement, au mieux (pour la bourgeoisie)  
dirigé par les possédants, au pire par des éléments petits-  
bourgeois démagogues, agitant des slogans nationalistes ara-  
bes par exemple.

Dans ce contexte, le coup d'Etat de septembre en Lybie n'a  
pu qu'aggraver les craintes de Bourguiba et les pressions  
de l'impérialisme surtout américain, peu désireux de voir  
la politique « dangereuse » de Ben Salah conduire à faire  
perdre l'allié exceptionnel qu'est pour lui le régime de Bour-  
guiba.

Tous ces éléments expliquent le changement de politique  
survenu au début septembre et la forme qu'il a prise : coup  
de frein très énergique donné à la constitution de coopéra-  
tives, maintien en dehors de la coopération d'un très impor-  
tant secteur agricole (propriété moderne, arboriculture, ma-  
râchage horticulture, élevage familial), ce qui donne des  
apaisements aux propriétaires fonciers surtout, mais aussi  
aux petits producteurs, oléiculteurs et éleveurs, la nouvelle  
loi sur la coopération et son empressement à le faire voter  
et appliquer, l'abandon de toutes les mesures prises depuis  
le 24 janvier 1969 ; plus encore, c'est le spectaculaire rema-  
niement ministériel, aboutissant à l'élimination de Ben Salah  
du Plan, au démantèlement du tout-puissant S.E.P.E.N. en  
trois secrétariats d'Etat, l'élargissement des prérogatives de  
Bahi Ladgham en matière de planification et de son pouvoir  
réel sur tous les ministres, la montée de plusieurs éléments  
connus pour leur hostilité à Ben Salah et le transfert ou  
l'élimination des gouverneurs les plus compromis dans la  
politique dirigiste.

Ce changement de politique est une incontestable défaite de Ben Salah et de son équipe, un désaveu infligé à leurs ambitions de dominer complètement tout le développement capitaliste tunisien. Mais il ne se traduit pas par un retour à la voie « libérale », aussi bien en ce qui concerne le personnel (ce ne sont pas des bourgeois privés qui prennent les postes-clés, mais des fidèles de Bourguiba ou, ce qui revient au même, des techniciens) qu'en ce qui concerne les objectifs : on ne renonce pas au Plan et aux Coopératives mais on va réétudier les questions. Le pouvoir présente le changement comme une « pause réflexion », les représentants de l'équipe planificatrice tentent de le minimiser, les bourgeois s'appuient sur le soulagement exprimé partout pour tenter de l'approfondir.

Se dirige-t-on vers un nouvel équilibre ?

En tout cas, de tous côtés, la bourgeoisie s'efforce de tenir les masses en dehors du problème : personne ne veut leur permettre de faire plus qu'exprimer leur « joie », c'est-à-dire manifester leur appui à Bourguiba, même le Congrès du P.S.D., qui ne pouvait pourtant refléter que de très loin les aspirations des masses, mais où il est vrai, les luttes intestines de la bourgeoisie auraient été publiques, est reporté sine-die pour éviter que le débat ne sorte du cadre de la bourgeoisie.

Mais cela est-il vraiment possible ?

D'une part les masses exploitées, encouragées par ce succès de la lutte et surtout si le mouvement révolutionnaire mène une lutte sérieuse pour la démocratie, auront de plus en plus tendance à descendre dans l'arène politique et à faire entendre leur voix. De plus, si la fraction bureaucratique craint, avec quelques raisons, que la démocratisation politique ne lui porte un coup fatal, la bourgeoisie « privée » n'a pas les mêmes motifs d'inquiétude, au contraire : l'expérience lui a montré de façon éloquente qu'elle est aussi victime de l'absence de démocratie et ne peut alors se faire entendre et que le mécontentement des masses va dans le même sens pour le moment que le sien.

Elle a donc doublement intérêt à militer en faveur d'une certaine libéralisation du régime, seule garantie qu'elle puisse avoir contre la dictature de la bourgeoisie bureaucratique.

Mais elle craint aussi les masses et ne saurait aller trop loin dans la lutte pour la démocratie, de peur de se voir remise en question.

Néanmoins, la marge de manœuvre qu'elle peut avoir lui

permettra une certaine action dans ce sens, et fournit donc une possibilité à exploiter par tous ceux qui luttent pour la démocratie de façon décidée, conscients de l'importance du succès dans ce domaine au point de vue de la lutte contre l'exploitation.

En même temps que les nouvelles possibilités qu'elle ouvre pour les luttes démocratiques et la réactivation des luttes de classes, la crise de septembre instaure une ère de profonde instabilité du régime : les causes qui ont conduit à la politique de Ben Salah restent valables, quand bien même les conditions de cette politique ne sont plus réunies. Si les conditions politiques forcent le pouvoir à un nouveau compromis, avec la bourgeoisie foncière et la petite paysannerie, d'une part cette bourgeoisie ne s'en contentera pas, d'autre part il ne résoud pas le problème de la petite paysannerie.

De plus, et c'est le facteur essentiel d'instabilité, ce compromis remet en cause les objectifs économiques vitaux pour le régime.

En face de l'équipe de Ben Salah qui représente une ligne claire de développement capitaliste néo-colonial, il n'y a pas de politique bourgeoise adaptée aux rapports actuels avec l'impérialisme.

Les opposants bourgeois de Ben Salah peuvent critiquer, freiner ou saboter cette politique, ils sont incapables de proposer à sa place autre chose que des compromis boiteux, ou des changements exigeant une reconversion des rapports avec l'impérialisme, irréalisable. Le compromis actuel ne peut qu'entraîner une révision des objectifs du Plan, dans le sens d'une exploitation accrue de la classe ouvrière et d'une intervention encore plus importante de l'impérialisme.

Dans ces conditions, le rétablissement d'un nouvel équilibre stable semble difficile. Les rapports de force entre les classes et en leur sein, l'influence des différents impérialismes tendent à conduire le pouvoir à une politique en zigzag ; faute de réajustements constants, d'hésitations, entre une politique économique extrêmement dirigée et une liberté relative d'entreprise, de concessions d'ordre démocratique arrachées par la lutte et de recours à une répression plus ferme, etc.

Mais dans la situation ainsi créée, chaque mesure politique dans un sens comme dans l'autre risque d'aggraver la crise du régime, de favoriser la mobilisation et la lutte de l'opposition (libéralisation) ou de raidir encore plus les



masses contre le pouvoir (répression). Les demi-mesures prises dans les domaines économiques seront toujours incapables de créer le climat de confiance nécessaire au fonctionnement du capitalisme « libéral » et insuffisantes pour faire aboutir par la contrainte une politique élaborée à l'avance. Dans cette ère d'instabilité qui s'ouvre au pays, les soubresauts seront nombreux et la lutte de classes trouvera la possibilité de se dérouler de façon plus nette qu'auparavant. Mais il ne faut pas se dissimuler aussi que le risque est grand de voir des éléments petits-bourgeois, civils ou militaires, tenter de résoudre la crise par un putsch pour instaurer un régime, où les détachements armés déploieraient leurs activités plus ouvertement et plus violemment qu'aujourd'hui contre le prolétariat et le semi-prolétariat, un régime qui, sous couvert d'anti-impérialisme et de nationalisme chercherait certainement à consolider le capitalisme d'état.

Février 1970.

# Annexes

## au " Problème Agraire "

### I. — L'EVOLUTION DE L'AGRICULTURE PENDANT LES DEUX PREMIERS PLANS (1962-68)

Les tableaux suivants sont tirés du volume « Agriculture et Pêche » du Plan 1969-72.

#### A - LES INVESTISSEMENTS

|                        | Bdget de l'Etat    | Aide étrang. hors budget | B.N.A.           | Autofinancement   | Total              |            |
|------------------------|--------------------|--------------------------|------------------|-------------------|--------------------|------------|
| Forêt et C.E.S.        | 39 348 320         | 6 000 000                | 331 700          |                   | 45 680 020         | 24,5       |
| Hydraulique            | 43 841 550         | 11 850 000               | 363 940          | 14 880 000        | 70 935 490         | 38,0       |
| Production animale     | 2 118 750          | 650 000                  | 489 205          | 7 300 000         | 10 557 955         | 5,5        |
| Matériel agricole      | 642 081            | 2 500 000                | 3 283 085        | 12 000 000        | 18 425 166         | 10         |
| Plantations arbustives | 14 966 014         | —                        | 5 252 500        | 11 600 000        | 31 818 514         | 17         |
| Recherches, Etudes     | 8 976 899          | —                        | —                |                   | 8 976 899          | 5          |
| BNA 1962-64 (divers)   | —                  |                          | 244 230          |                   | 244 230            |            |
| <b>Total</b>           | <b>109 893 614</b> | <b>21 000 000</b>        | <b>9 964 660</b> | <b>45 780 000</b> | <b>186 638 274</b> | <b>100</b> |

Si l'on analyse les investissements, on se rend compte que la plupart ont été réalisés par l'Etat ou sous sa direction (projets assistés de l'extérieur ou coopératives) et que l'auto-financement des entreprises privées a été très faible, concernant presque exclusivement le matériel agricole et l'irrigation. Il n'est pas possible d'évaluer la part qui revient à ces entreprises, mais elle est probablement inférieure à 20 000 000 dinars.

Faisons quelques remarques sur ces investissements :

#### 1. Montant par source de financement.

##### ■ CREDITS SUR BUDGET :

1. Moyenne annuelle : elle est passée de 3,8 M.D. avant 1962 à 16 M.D. et 15,5 M.D. pour le plan triennal et le plan quadriennal.

2. Importance des projets « sociaux » (chantiers nationaux) : forêts et C.E.S., plantations arbustives : 54 314 534 D, soit près de 50 %. Rôle, « maintien de la stabilité sociale », de l'intervention de l'Etat très net, même si ces projets ont des buts économiques à long et moyen termes.

3. Part importante des crédits d'hydraulique destinée à des barrages ou des opérations d'irrigation (notamment à l'O.M.V.V.M.) :

|                              |            |
|------------------------------|------------|
| barrage .....                | 19 563 630 |
| irrigations .....            | 6 642 947  |
| O.M.V.V.M. ....              | 6 611 676  |
| total (sur 43 841 550) ..... | 32 818 253 |

Effort pour accroître les productions commercialisables et exportables.  
4. La recherche et les études sont payées par l'Etat seul (et reviennent pratiquement exclusivement à des sociétés d'Etudes étrangères). 16 349 855 D en tout (y compris les études d'hydraulique).

#### ■ AIDE EXTERIEURE NE TRANSITANT PAS PAR LE BUDGET :

Elle comprend :

1. Du matériel prévu pour des projets financés par des organismes étrangers, tel que l'A.I.D. : 14 850 000 D.
  2. Des produits alimentaires pour les ouvriers des chantiers nationaux : 6 150 000 D.
- Cette aide représente 11,7 % de l'investissement total.

#### ■ CREDITS BANCAIRES :

En 1964 a été créé un « Fonds spécial du Développement de l'Agriculture », géré par la B.N.A. et alimenté par les prêts extérieurs et les crédits de l'Etat (destiné essentiellement aux coopératives).

Ce fonds a effectivement réalisé des prêts et subventions respectivement de 5 264 069 D et 1 697 521 D, soit 6 961 590 D en tout.

De 1962 à 1964, la B.N.A. avait accordé des prêts à moyen et long termes de 3 244 237 D.

Ces crédits ont été affectés essentiellement à l'achat de matériel agricole (3 283 085 D) et à la plantation arboricole (5 252 500 D).

## 2. Importance par nature des investissements.

Le plan classe les investissements en six catégories, en fonction de leur rentabilité :

1. Ceux dont la rentabilité est à long terme ..... 105 662 164 D  
(surtout forêts, C.E.S., barrages)
2. Ceux dont la rentabilité est à faible terme ..... 1 250 916 D
3. Ceux des projets non achevés ..... 3 800 000 D
4. Ceux dont la rentabilité n'est pas liée au secteur productif ..... 20 480 000 D  
(recherches, études, matériel hydraulique)
4. Ceux qui sont productifs dans la période ..... 55 440 694 D
6. Plantations des périodes antérieures entrant en production ..... 11 000 000 D

Nous remarquons que les investissements rentables immédiatement sont relativement peu élevés (30 %), ce qui confirme l'état arriéré encore, par rapport aux normes capitalistes modernes, de l'agriculture, et l'importance des mesures productives d'emploi (chantiers) dont la bourgeoisie privée conteste l'intérêt, mais dont les responsables politiques du pouvoir sont conscients de l'importance.

## Conclusion sur les investissements :

L'effort fait en la matière, qui vise aussi bien la diversification des productions agricoles, la généralisation de la mécanisation, l'extension de l'irrigation que le maintien de la stabilité sociale, vise bien le développement et la promotion du capitalisme à la campagne. La part considérable de l'aide extérieure (à l'Etat, aux coopératives et hors budget), essentiellement d'origine américaine ou assimilée (A.I.D., B.I.R.D.) montre que ces investissements correspondent à une politique favorable au néo-colonialisme et appréciée par l'impérialisme. Les effets de ces investissements ne sont pas toujours immédiats, mais l'importance de la part du secteur d'Etat, ou contrôlée par lui, montre que c'est la formule la plus sûre, du point de vue de la bourgeoisie bureaucratique, et explique la tendance à la généralisation des structures qu'elle puisse contrôler de près, les structures coopératives.

## B - L'EVOLUTION DES PRODUCTIONS ET DEPENSES

### 1. La production.

Aux prix constants de 1968, la valeur de la production passe de 103,5 M.D. en 1962 à 128 M.D. en 1968, soit un accroissement de 23,6 %.

Cette augmentation provient surtout de la diversification et de l'intensification de la production :

#### Evolution des pourcentages :

|   | Valeur |       | Surface |       |
|---|--------|-------|---------|-------|
|   | 1962   | 1968  | 1962    | 1968  |
| Arboriculture .....                     | 27,4   | 24,8  | 35      | 38,5  |
| Maralchage .....                        | 11     | 12    | 1,2     | 1,5   |
| Grande culture (dans<br>fourrage) ..... | 27     | 26,2  | 63,6    | 59,1  |
| Elevage .....                           | 34,3   | 36,3  | —       | —     |
| Divers .....                            | 0,3    | 0,5   | 0,5     | 0,5   |
|   | <hr/>  | <hr/> | <hr/>   | <hr/> |
|   | 100    | 100   | 100     | 100   |

Les cultures pauvres (oliviers et céréales) passent de 37,5 % à 35,8 %.

La viande passe de 20,9 % à 23,2 %.

Une évolution est donc nettement dessinée pour l'accroissement relatif des productions à forte valeur commerciale par rapport à celles qui sont moins valorisées sur le marché.

### 2. Les consommations Intermédiaires.

L'augmentation des consommations Intermédiaires est nettement marquée : de 24,27 M.D. en 1962, elles passent à 32,7 M.D. en 1968, soit un accroissement de 35 %. Si l'on examine les dépenses de plus près, on relève un accroissement très important du rôle du marché des moyens de production d'origine industrielle, comme le montre le tableau suivant :

| Portes de dépenses                         | 1962<br>(M.D.) | 1968<br>(M.D.) | (prix constants 68)<br>Accroissement |
|--|----------------|----------------|--------------------------------------|
| Pièces et réparations ..                   | 2,4            | 3,5            | 44,6 %                               |
| Carburant, etc. ....                       | 2,6            | 4              | 52,6 %                               |
| Engrais chimiques .....                    | 1,4            | 2,5            | 72,6 %                               |
| Renouvellement matériel<br>mécanique ..... | 3,7            | 5,2            | 40 %                                 |
| Renouvellement matériel<br>pompage .....   | 1,1            | 1,5            | 34 %                                 |
| Divers<br>(dont encadrement) ....          | 0,6            | 1              | 75 %                                 |

Dans les sept années considérées, l'approvisionnement au marché a donc subi une très substantielle augmentation, bien qu'une grande surface (secteur traditionnel) continue de ne pas y recourir.

Au point de vue du capital mécanique, il est le suivant :

|                             | Unités |        | Valeur (M.D.)<br>(prix 68) |      | accroissement* |
|-----------------------------|--------|--------|----------------------------|------|----------------|
|                             | 1962   | 1968   | 1962                       | 1968 |                |
| Tracteurs et instruments .. | 6 750  | 10 000 | 30,375                     | 45   | 8 %            |
| Moissonneuses batteuses ..  | 1 900  | 2 000  | 7,6                        | 8    | 7,25 %         |
| Moto-pompes .....           | 22 400 | 30 000 | 11,2                       | 15   | 4 %            |

On voit donc que le recours au marché des moyens mécaniques de production a été important, même sans envisager le matériel mécanique acheté pour les opérations d'hydrauliques (barrages) ou de conservation des eaux et du sol.

### 3. Emplois et salaires.

Les chiffres du plan concernant le nombre de journées de travail sont sujets à diversion. Ce nombre étant évalué approximativement en ce qui concerne le secteur traditionnel. Néanmoins ils donnent une idée : en 1962, il était question de 68 500 000 journées de travail contre 85 000 000 en 1968 soit une augmentation de 24 %. Plus intéressante est l'évolution des salaires versés : 1962 : 42 250 000 D aux prix constants 1968.

1968 : 57 200 000 D ; soit un accroissement de 35,7 %, ce qui donne une idée de l'augmentation du nombre de prolétaires dans la production agricole (sans parler des opérations exécutées en tant qu'investissements par les chantiers) et de l'accroissement du marché des biens de consommation à la campagne.

Notons que cet accroissement des salaires (14 950 000 D) couvre presque celui de la valeur ajoutée (16 100 000 D) passée de 79,2 M.D. en 62 (prix 68) à 95,3 M.D. en 68, ce qui fait qu'il y a très peu d'épargne mobilisable à la campagne. On peut d'ailleurs estimer que les 1 150 000 D de différence constituent surtout les profits des possédants capitalistes.

#### 4. Capital de roulement et crédits à court terme.

Ce plan note la faiblesse du recours aux crédits bancaires (10 % pour l'agriculture alors qu'ils devraient être du double — 20 % des crédits à court terme délivrés à tous les secteurs de l'économie). Le tableau suivant montre néanmoins que ces crédits ont beaucoup augmenté :

|                            | 62 (prix 68) | 68         | Accroissement |
|----------------------------|--------------|------------|---------------|
| Capital de roulement ..... | 28 900 000   | 40 000 000 | 55 %          |
| Crédits de campagnes ..... | 2 700 000    | 9 000 000  | 235 %         |
| Auto financement .....     | 26 300 000   | 31 000 000 | 19 %          |
| Dépenses/Recettes .....    | 62 %         | 71,9 %     |               |

Le dernier rapport exprime l'augmentation caractéristique du caractère capitaliste de l'agriculture, les dépenses augmentent plus rapidement que les recettes du fait de la reconversion d'une partie du secteur (qui ne recourrait pas au marché) sous forme capitaliste.

L'évolution économique de l'agriculture confirme donc notre analyse sur les progrès du capitalisme à la campagne, compte tenu du fait que certains des effets de ces progrès ne sont visibles qu'après un certain délai, et dans les structures adéquates.

## II. — LE SECTEUR COOPERATIF AGRICOLE

### A - LES DIFFERENTS TYPES DE COOPERATIVES AGRICOLES DE PRODUCTION

1. **Les unités coopératives de production du Nord** : elles sont constituées de terres céréalières, arboricoles et pastorales ; elles ont une superficie d'environ 1 500 ha et regroupant une centaine de coopérateurs.

2. **Les coopératives de polyculture et de mise en valeur** : surtout dans le Centre et le Sud ; les coopératives comprennent d'assez grandes étendues de parcours naturels (que la coopérative doit améliorer) à côté de surfaces arboricoles surtout, mais aussi de grandes cultures. Leur dimension est de l'ordre de 30 000 ha pour une centaine de coopérateurs également.

3. **Les coopératives d'élevage** : prévues à l'origine comme un type à part, ces coopératives sont maintenant une simple variété de l'un des autres types, dans le cas où l'élevage y est prédominant.

4. **Les coopératives** : constituées sur les terres nationalisées en 1964 ou sur des coopératives qui n'ont pas encore obtenu leur agrément officiel, ces structures sont une forme transitoire vers l'une des deux autres, permettant l'octroi de crédits et le fonctionnement en attendant l'agrément et la gestion conformément au dossier technique.

Un effort important a été fait pour constituer, dans ces opérations, des périmètres irrigués consacrés à la production maraîchère et fourragère.

## B - SITUATION EN 1968

|                                   | Nombre     | Surfaces (ha)    |
|-----------------------------------|------------|------------------|
| U.C.P. du Nord .....              | 343        | 360 948          |
| Coopératives de polyculture ..... | 217        | 717 649          |
| Précoopératives .....             | 339        | 526 587          |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>899</b> | <b>1 605 164</b> |

Pour ce qui est du nombre des coopérateurs, les chiffres suivants sont extraits de la brochure du SEVPEN « Le mouvement coopératif tunisien en chiffres » (Janvier 69) qui diverge légèrement des chiffres du plan 1969-72 :

|                                  | Nbre de Coopérateurs | Nombre     |
|----------------------------------|----------------------|------------|
| Coopératives de production ..... | 58 277               | 492        |
| Précoopératives .....            | 19 491               | 339        |
| <b>TOTAL</b>                     | <b>77 768</b>        | <b>831</b> |
| Coopératives de services .....   | 95 410               | 265        |

Notons que la plupart des coopératives de services vont, elles aussi, être transformées en coopératives de production.

## III. — LES PREVISIONS DU PLAN 1969-72

L'augmentation de l'intégration de l'agriculture dans le marché constitue l'une des préoccupations fondamentales du Plan 1969-72. Sans entrer dans le détail, nous noterons les éléments suivants : a) **accroissement** espéré, entre 1968 et 1980, des **échanges entre l'agriculture et les autres secteurs** : valeur ajoutée total procurée par l'agriculture aux autres secteurs :

|                         | Amont             | Aval              | Total              | Indice     |
|-------------------------|-------------------|-------------------|--------------------|------------|
| 1968 .....              | 12 500 000        | 54 330 000        | 66 830 000         | 100        |
| 1980 .....              | 40 000 000        | 31 592 000        | 171 592 000        | 256        |
| <b>Accroissement ..</b> | <b>27 500 000</b> | <b>77 262 000</b> | <b>104 762 000</b> | <b>156</b> |

Déjà parus dans la collection :

- N° 1 : « Les caractéristiques de la période actuelle du développement de la Tunisie et les instruments de la révolution arabe. »
- N° 2 : « La question palestinienne dans ses rapports avec le développement révolutionnaire en Tunisie. »
- N° 3 : « Mémoires de militants. »
- N° 4 : « A la lumière du procès du G.E.A.S.T. : les acquis et les perspectives de la lutte révolutionnaire en Tunisie. »